Vendredi

22 décembre 1995 n° 267 10 F

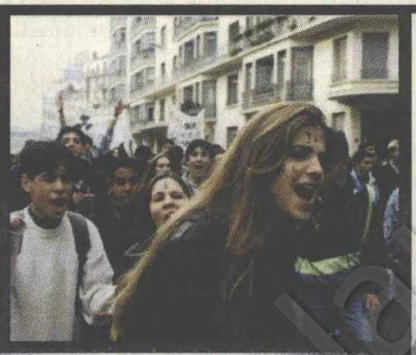
L'HEBDOMADAIRE DES SOCIALISTES

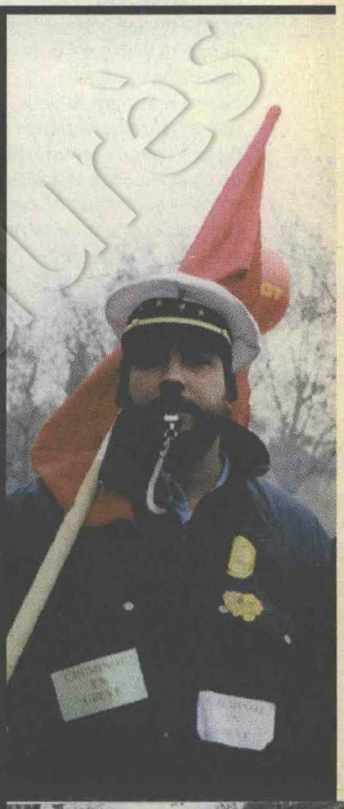
POUR UNE CONFÉRENCE SALARIALE

Au moment où le mouvement social trouve un premier aboutissement, avec le recul du gouvernement sur les régimes spéciaux de retraite et sur le contrat de plan SNCF, se dégagent à la fois des certitudes et des interrogations.
Un mouvement social puissant est né. Il a su catalyser la force d'une mobilisation massive et le respect de la population. Il a remporté des succès, certes partiels, mais incontestables qui évitent tout sentiment d'amertume ou d'aigreur. Le gouvernement comme la majorité en sortent affaiblis et le silence du président de la République dans ce contexte a pu apparaître à beaucoup comme assourdissant.
Mais le climat social de la rentrée dépendra d'abord des résultats du sommet social. Le fait que le gouvernement évacue le plan Juppé et la question salariale du champ de la discussion est de mauvais augure ; et s'il s'attachait à gagner du temps jusqu'aux fêtes de fin d'année, en n'ouvrant aucune négociation, notamment sur les prélèvements, il prendrait la responsabilité d'une grande déception et de la relance des protestations.
En cette fin d'année, le gouvernement constate les mauvais résultats de sa politique économique. La croissance s'est arrêtée, le pouvoir d'achat comme la consommation chutent, le chômage augmente, les recettes fiscales se réduisent. Pour 1996, les prévisions économiques se situeront nettement en deçà des estimations de la loi de finances. L'obstination du gouvernement à poursuivre dans les mêmes choix est aujourd'hui incompréhensible.
Je rappellerai, chaque fois qu'il sera nécessaire, qu'aujourd'hui c'est la demande qui fait défaut et qu'elle ne sera stimulée que par une hausse du pouvoir d'achat des salariés. C'est pourquoi j'avais proposé, durant la campagne présidentielle, une conférence salariale. Cette idée demeure plus que jamais d'actualité, ainsi que l'exigence d'une réelle diminution de la durée du travail.

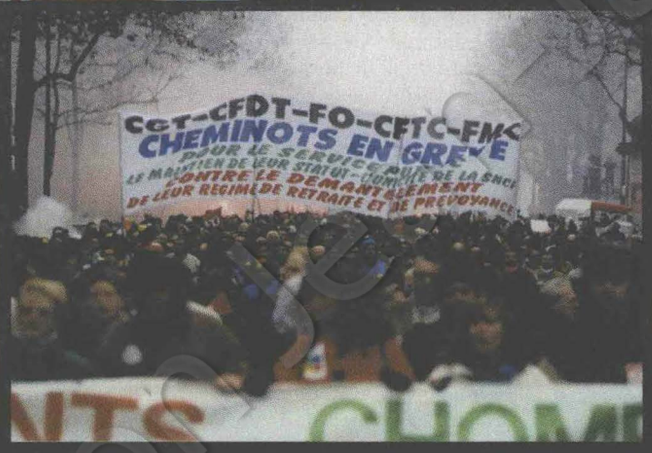
Lionel Jospin







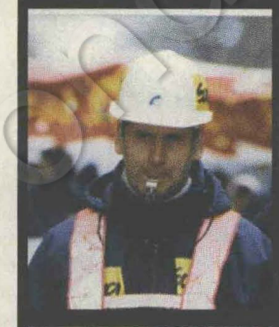








TIRER LES LEÇONS





CONSEIL NATIONAL

du PS le 16 décembre à Paris. Intervention de Lionel Jospin, extraits des débats et texte de la résolution.

Lire pages 6 à 9.



ASSEMBLÉE NATIONALE :
Le PS déclare la guerre aux essais nucléaires. p 3-4

CONGRÈS DU MJS :
Jeunes, socialistes et... autonomes. p 10

ELECTIONS AUTRICHIENNES :
Le retour en force des sociaux-démocrates. p 11

PROFESSEUR WILLY ROSENBAUM
"Je combats pour la vie." p 12

ISSN 0995-0583

Pour que renaisse l'espérance

Les vœux de Vendredi

Les nombreuses manifestations de ces trois dernières semaines ont modifié le calendrier de nos parutions et nous remercions nos lecteurs de leur compréhension. Faute de courrier, deux "4 pages " en prise sur l'actualité pour soutenir le grand mouvement social engagé par les syndicats ont été faxés à toutes nos fédérations. Après trois semaines de conflits, le gouvernement d'Alain Juppé s'est enfin décidé, contraint et forcé, à entendre les revendications des manifestants. Le sommet social qui n'a pas répondu à l'ampleur de la crise par des décisions précises, loin d'endormir le conflit, peut mener à une reprise logique des grèves après les vacances. Le succès de nos candidats aux dernières législatives partielles démontre que le projet du Parti socialiste reste pour une majorité de Français une alternative à la politique de la droite. Il est de notre devoir de rester aujourd'hui vigilant en veillant à ce que tous les messages lancés par les manifestants soient entendus et en proposant des solutions claires et précises aux Français. La rédaction de Vendredi vous souhaite de bonnes fêtes, un repos bien mérité et vous donne rendez-vous le vendredi 12 janvier 1996 pour la parution du premier numéro de la nouvelle année.

Loin d'être un baroud d'honneur, les manifestations de samedi dernier ont encore marqué par leur ampleur et leur détermination. A Paris, la queue du cortège ne quittait la place Denfert-Rochereau qu'après 18 heures, la nuit tombée. Dans plusieurs régions on battait pour la deuxième fois, dans la même semaine, les records de mai 68 ! Ce qui frappait dans les cortèges, dans cette volonté farouche d'être là, quitte à piétiner des heures dans le froid, c'était le sentiment d'une force retrouvée après les premiers reculs du gouvernement, en même temps qu'une résolution inentamée à continuer de se battre pour le retrait du plan Juppé.

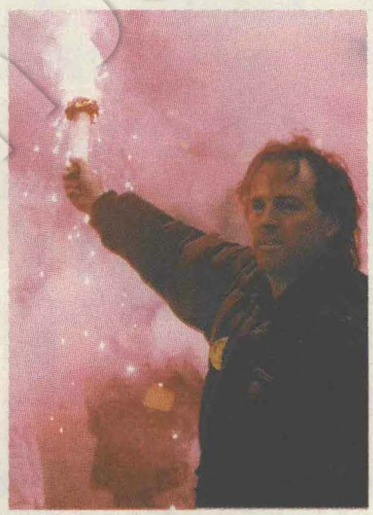
En raison même de ses succès, le mouvement est à un tournant et va changer de forme. Après les garanties obtenues sur les retraites et la renégociation du contrat de plan Etat-SNCF, les grèves dans les transports touchent à leur fin. Mais ce que montrait cette journée c'est que la détermination de ceux qui y ont pris part reste entière. Le Premier ministre aurait tort de s'imaginer qu'il pourra diluer le rejet de son plan dans un dialogue social, qu'il semble vouloir détourner des questions qui étaient au cœur du mouvement. Un sommet social qui écarterait la protection sociale et les salaires ne pourrait qu'accentuer la déception.

C'est pourquoi les socialistes, réunis en Conseil national, ont demandé au gouvernement, qui fait face à un mouvement fondé sur la contestation globale du plan Juppé, de renoncer à ses projets. Pour les socialistes, ce mouvement constitue, d'ores et déjà, un moment exceptionnel et original de l'histoire sociale de notre pays dont l'onde de choc portera loin. Il est trop tôt pour en tirer toutes les leçons mais il est des points dont nous pouvons déjà nous réjouir.

L'action collective a retrouvé ses lettres de noblesse et permis de remporter des victoires importantes pour le monde salarié comme pour les étudiants. Le syndicalisme a retrouvé sa place et le mouvement s'est organisé avec lui. L'attachement au service public, le refus de son démantèlement, ont été réaffirmés avec force.

Alors que rien ne menace davantage notre société depuis les années 80 que la dislocation des liens sociaux et l'atomisation des individus, ces semaines ont vu s'instaurer dans nos villes une atmosphère d'entraide et de solidarité nouvelle.

Les tentatives de dresser les Français les uns contre les autres ont échoué. Malgré la fatigue et les gênes, la majorité des Français a soutenu les grèves. Le succès des journées de mobilisation, l'accueil fait aux cheminots, l'élargissement à la Poste, à France Télécom, à l'Education nationale, les débrayages dans le privé ont montré que tous partagent le même refus de la résignation et savent, à l'opposé des discours convenus, que des reculs dans le secteur public n'augureraient rien de bon pour les salariés du privé.



Non ! cette crise ne traduit pas l'incapacité de la France à se réformer. Ce que traduit cette crise, c'est le refus d'une méthode arrogante de gouvernement, c'est le refus de politiques de rigueur aussi inefficaces qu'injustes. Ce que refuse notre pays c'est l'enlisement dans le défaitisme économique et social, c'est la soumission à l'idée qu'il n'y aurait pas et qu'il n'y aurait plus assez de fruits de la croissance pour les partager entre tous. Ce que sanctionne ce mouvement, c'est l'absence d'un projet de progrès, clairement identifié, qui rendrait acceptables des efforts justement répartis.

Car le courage et l'audace, c'est d'avoir l'ambition de s'en sortir ensemble, tous ensemble. Il revient à la gauche, aujourd'hui, de construire cette perspective, de créer des liens nouveaux avec ceux qui se battent, d'inventer un projet économique de croissance et de partage, de repenser enfin une construction européenne qui n'a de sens que si elle est compatible avec nos ambitions sociales, pour que l'espérance retrouve droit de cité dans notre pays.

Harlem Désir, secrétaire national aux Relations avec le mouvement social

La bataille du rail

Quand bien même le Premier ministre et ses porte-voix le proclameraient-ils -profitant de l'invitation permanente des chaînes de télévision pas toujours privées, mais invariablement bienveillantes- il n'est pas vrai que les grèves ont pris fin pour la si bonne et trop simple raison que les revendications des salariés auraient été enfin entendues. Les méchants gouvernements ne sont pas soudainement saisis de générosité, les ministres au cœur sec, de sollicitude, les ultra libéraux de lucidité ou d'intelligence...

Non, les grèves ont pris fin parce qu'il n'est pas possible, à la veille de Noël, de se priver d'un mois de salaire. Le travail a repris parce que les sacrifices ont une limite pour ceux qui n'ont déjà pas grand chose. Le courrier est revenu parce que l'attachement au service public est plus fort chez ceux qui le servent que parmi ceux qui veulent le démanteler. Les trains se sont remis à rouler parce que, loin de les prendre en otages, les cheminots n'ont pas voulu pénaliser, du seul fait de l'entêtement de la majorité, ces usagers qui sont aussi leur famille, leurs amis, leurs voisins et qui subissent les difficultés économiques et sociales du pays.

Pour autant, bien imprudent serait le pouvoir qui penserait s'en être tiré à bon compte. Au-delà de la défense des «acquis», il y avait autre chose dans cette révolte tranquille. Durant 21 jours, des millions de femmes et d'hommes ont manifesté leur volonté de vivre autrement, leur rejet de l'organisation actuelle de la société, le refus d'un asservissement qu'on appelait autrefois l'exploitation. Ayant le sentiment d'être une avant-garde, de se battre pour les autres, notamment pour les salariés du privé, les cheminots ont su traduire le besoin de temps retrouvé, de temps choisi, le ras-le-bol général devant les efforts éternellement consentis, la peur du chômage, l'angoisse de l'avenir que ressentent les jeunes, les plus pauvres et les classes moyennes. Ils ont incarné à leur manière la révolte des petits contre les grands, contre ceux qui parlent, contre ceux qui paraissent.

Ce geste primal, cette ironie des masses face à la ruse des puissants, ce fossé qui se creuse entre une majorité de Français et les élites doivent être compris par un parti de gauche. Depuis trois semaines, la rue tire gentiment notre manche en disant :«ami entends-tu le cri sourd du pays qui fait grève...».

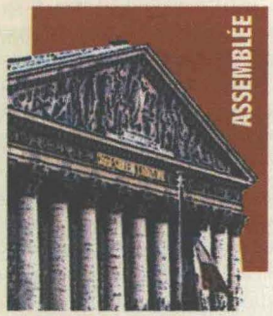
M.-A. Muret

Vendredi - 10, rue de Solferino - 75333 Paris Cedex 07 - Tél. : 45 56 78 61 - Fax : 45 51 47 03 - Télex : 200 174 Pour obtenir vos correspondants, composez d'abord le 45.56

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Jean Glavany • DIRECTEUR DÉLÉGUÉ DE LA PUBLICATION : Marc-Antoine Jamet - RESPONSABLE DE LA RÉDACTION : Monique Bartholomeus (77.92) - PHOTO : Pascal Lebrun (78.53) - MAQUETTE : Christine Lovinger (78.92) - PUBLICITÉ : Franck Accart (79 03) - J.J. Gastebois (78-09)- SECRÉTARIAT : Odile Fée (78.61)- ABONNEMENTS : Sabine Sebah (79-04) - PHOTOGRAVURE : Dawant - Paris - IMPRESSION : PGE - (94) Saint-Mandé – ROUTAGE : Ouest-routage - (60) Le Meux - N° commission paritaire : 10.889 – "Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2 000 - Ce numéro a été tiré à 113 500 exemplaires.

ESSAIS NUCLÉAIRES

Les socialistes lancent le débat



La récente réforme de l'Assemblée nationale est mauvaise car elle déséquilibre les pouvoirs du Parlement au profit du président de la République en étendant sans contrôle "antidémagogique" le champ du référendum aux questions de société. Elle offre cependant une modeste contrepartie : une fois par mois, les députés peuvent, en conférence des présidents, fixer l'ordre du jour de la séance. Pour l'opposition, c'est au groupe socialiste de commencer. Nos députés en ont profité pour lancer, le mercredi 13 décembre, un débat sur la reprise des essais nucléaires.



Chirac et le nouveau monde...



Le 11 mai 1995, 178 pays décidaient d'adhérer au Traité de non prolifération des armes nucléaires. Fait sans précédent dans l'histoire de la planète, cet accord moral engageait les détenteurs de l'arme nucléaire à emprunter la voie de la désescalade, les autres acceptaient de ne pas chercher à l'acquérir. L'opinion publique mondiale et spécialement la jeunesse a tout de suite perçu la puissance symbolique de cette signature, premier acte du monde nouveau porteur, peut-être, de désarmement et de baisse d'intensité des conflits.

Cinq semaines plus tard, par je ne sais quelle pulsion de machisme néogaulliste, Jacques Chirac annonçait la reprise de nos essais, "profitant" fort élégamment du cinquantième anniversaire d'Hiroshima. L'opinion publique mondiale qui existe aujourd'hui a été choquée. Les gouvernements n'ont fait que la suivre, comment peut-on s'en étonner.

Le Parti socialiste et notre groupe parlementaire demandent immédiatement un débat : refus. Etonnante similitude avec la gestion de la réforme de la Sécurité sociale. Décision unilatérale et arrogante, mépris des opinions publiques, coup politique, refus du débat. Bref une solidité de façade, masquant de moins en moins bien une crainte panique de la contradiction ...

Ce n'est que le 13 décembre que le nouveau règlement de l'Assemblée nous a permis d'imposer ce débat. Nous avons expliqué que nous étions attachés au principe de la dissuasion, mais que le démantèlement des défenses antimissiles à l'Est rendait notre dissuasion plus crédible aujourd'hui qu'elle ne l'était hier. La course entre l'arme et le bouclier nucléaire est stoppée. Pourquoi être les seuls à continuer ?

Pourquoi donner un signal, un alibi aux pays proliférants ? Pourquoi nous priver de toute crédibilité pour les mettre en accusation ? Pourquoi arguer de l'indépendance nationale quand les programmes de simulations sont transatlantiques ? Pourquoi ternir l'image de la France où furent signés les accords de limitation des armes nucléaires tactiques et des armes conventionnelles en Europe, où fut signé le Traité d'interdiction des armes chimiques ? Pourquoi se mettre en situation de soupçon de fabrication d'armes d'un type nouveau ? Pourquoi polluer le débat sur la défense européenne en exigeant de nos partenaires sidérés des solidarités unilatérales ? Pourquoi laisser apparaître Russes et Américains comme les sages de la planète ? Pourquoi faire semblant d'oublier que l'Union soviétique est morte en décembre 91 et, avec elle, la guerre froide ? Pourquoi... tant de questions sans réponse ?

Dès 1963, De Gaulle annonçait qu'un jour il faudrait avoir le courage d'engager le désarmement nucléaire... Un irresponsable de plus.

Avril 1992, François Mitterrand décide l'arrêt des essais, juin 1995, Chirac les reprend. L'une de ces deux dates sera historique. Nous savons laquelle.

Jean-Michel Boucheron
Député socialiste d'Ille-et-Vilaine
Responsable de la Commission Défense du groupe socialiste

PAUL QUILÈS :

la position des socialistes est claire



❶ Notre opposition aux essais nucléaires n'est pas une opposition à la dissuasion, qui nous paraît toujours utile tant que le pays aura besoin d'une défense, tant que nous aurons un territoire à garantir et des intérêts vitaux à protéger et tant que l'armement nucléaire existera dans le monde.

❷ Nous nous félicitons que le président de la République ait écarté toute doctrine d'emploi des armes nucléaires. C'est une condition indispensable, même si ce n'est pas la seule, pour un jour trouver le moyen d'une coopération en ce domaine avec les pays européens.

❸ Pour la simulation, présentée comme une technique inéluctable, nous considérons que sa nécessité est loin d'être évidente. Son coût (au moins 16 Mds de F) est considérable et il me semble nécessaire que ses objectifs soient clairement identifiés, notamment son apport à notre politique de défense. Je reconnais que des éléments extérieurs aux considérations militaires doivent être pris en compte : la veille technologique, l'emploi et la qualification maintenus de 2 000 ingénieurs du CEA, les retombées civiles dans le domaine du confinement intertiel, qui permettraient de construire les centrales énergétiques du futur, moins polluantes, plus puissantes. Nous pensons que ce projet ne doit être poursuivi que s'il est soumis à un véritable contrôle parlementaire de ses objectifs et de son financement.

❹ La France ne peut vouloir à la fois demeurer une puissance nucléaire et appeler à la construction d'une identité européenne de défense sans établir un lien entre les deux. Je pense que, là-aussi, nous pouvons être d'accord sur l'objectif, même s'il est délicat à mettre en œuvre compte tenu des différences de perception, héritage de l'histoire.

❺ Le 5e aspect d'un consensus sur la défense concerne la nécessité de lier dissuasion et désarmement.

●●●

Lionel Jospin a annoncé, samedi dernier lors du Conseil national, la mise en place, début janvier, d'une commission Défense. Le premier secrétaire a demandé à Paul Quilès d'en prendre la responsabilité et d'assumer une délégation dans ce domaine auprès de lui.

Nous approuvons la confirmation par M. Chirac de la signature du traité d'interdiction totale par la France des essais. Il faut se souvenir que, jusqu'ici, les pays nucléaires prévoyaient dans la négociation du traité d'interdiction totale des essais nucléaires, de conserver la possibilité de réaliser des essais de faible puissance, baptisés "activités non prohibées". La décision annoncée par la France le 10 août de renoncer à toute forme d'essais après 1996, même si elle a été occultée par la nouvelle campagne engagée à Mururoa, est donc allée dans le bon sens, celui du désarmement.

Comment ne pas reconnaître que la course aux armements a été un non sens économique et stratégique. Elle a ruiné l'URSS et a affaibli les Etats-Unis sans leur apporter un supplément de sécurité. Après 45 ans d'escalade nucléaire, d'accumulation fantastique des stocks, de délire parfois, nous entrons dans une période qui doit être celle du désarmement. Cela prendra des dizaines d'années, mais les grands Etats doivent montrer leur détermination à s'engager dans cette voie salutaire pour l'humanité.

Paul Quilès, Ancien ministre
Député du Tarn



COÛT D'UN ESSAI NUCLÉAIRE : entre 100 et 200 millions de francs selon le type d'essai
BUDGET POUR L'EXERCICE 95 du Centre du Pacifique : 2 milliards de francs
Source : Commissariat à l'énergie atomique

JEAN-YVES LE DÉAUT

La France isolée



Il y a quelques mois, j'avais proposé au bureau de la commission des affaires étrangères et à son président, la constitution d'une mission d'information, pour mesurer l'impact des retombées diplomatiques, économiques, culturelles, de l'annonce et de la reprise effective des essais nucléaires. (...) "Les essais nucléaires ne sont plus nécessaires" titre le très sérieux journal "La recherche" de décembre. L'ONU demande un arrêt immédiat des actuelles campagnes de la France et de la Chine.

La dissuasion est une arme de non usage, politique tout autant que militaire. (...) La guerre ne peut plus être la continuation de la politique, avec le nucléaire. L'utilisation de la force de frappe causerait des dommages sans commune mesure avec l'objectif politique recherché. Le nucléaire suppose un effort d'adaptation, pour préserver sa crédibilité, qui est la clef de voûte de son usage paradoxal.

La situation mondiale a changé depuis la disparition du Pacte de Varsovie et de l'Union soviétique. L'équilibre de la terreur n'a plus de justification.. Le président de la République, "chef des armées", "garant de l'indépendance nationale", a décidé, quelques jours après sa prise de fonction, la reprise des essais nucléaires. Sept mois plus tard, on mesure combien cette décision insuffisamment préparée, pèse sur notre image, notre diplomatie, nos intérêts, qui sont gravement compromis.

La France, il y a trente ans, affirmait sa volonté d'indépendance contre les blocs conduits par les puissances nucléaires majeures. Le monde a changé. Les essais ont repris, mais les volets diplomatique et politique de la dissuasion ont disparu. Le message de Paris, reçu en Asie ou en Europe, dans le Pacifique ou en Amérique latine, a été celui d'une France actrice d'une tension inutile, reprenant ses essais nucléaires l'année de la reconduction du traité de non prolifération (TNP), l'année du 50e anniversaire de Hiroshima et des Nations unies. (...) Comment prétendre jouer un rôle moteur dans l'Europe de demain, comment renforcer et stimuler la politique européenne et de sécurité commune, en prenant nos partenaires à contrepied, et cela alors même que la France présidait l'Union européenne ? Les réactions brutales du président et du gouvernement n'ont conduit qu'à durcir la situation et à élargir notre isolement (...)

La spécificité de la France, c'est que l'armée et le CEA, au moins pour les applications militaires, ont toujours privilégié la culture du secret. Ce qui signifie l'absence totale de débat démocratique. (...)

N'est-il pas significatif que le Parlement n'ait pas été consulté sur la nécessité de poursuivre ou non les essais et qu'aucun vrai débat n'ait conclu les rapports comme ceux de notre collègue Galy-Dejean sur la simulation et que réclame Paul Quilès. (...) Aujourd'hui, nous nous sommes mis au ban des nations, y compris pour dix de nos partenaires européens. (...)

Jean-Yves Le Déaut
Député de Meurthe-et-Moselle

INTERVIEW DE FRANÇOIS HEISBOURG

Plaidoyer pour une «armée de volontaires»

François Heisbourg (1) fut un collaborateur de Charles Hernu tant au sein de la Commission de la Défense du PS (dès 1974) qu'au cabinet du ministre de la Défense (de 1981 à 1984). Depuis, il a mené une carrière dans l'industrie (Thomson puis Matra). Il a dirigé, de 1987 à 1992, le prestigieux Institut international d'études stratégiques de Londres (IISS), dont il préside aujourd'hui le comité français.

Pourquoi un livre sur la politique de défense maintenant alors qu'il n'y a plus de menace militaire forte contre la France ?

La défense, ce n'est pas seulement une catégorie intellectuelle, à laquelle il faudrait s'intéresser suivant les circonstances. C'est un ensemble vivant : 500 000 militaires professionnels ou appelés, 300 000 emplois directs et indirects dans la défense, des villes entières qui vivent peu ou prou de la défense. Or cet ensemble doit subir une transformation fondamentale pour s'adapter à un monde bouleversé, dans un contexte économique et social très difficile.

L'actualité fait aussi parler de la défense sous l'angle des essais nucléaires ...

Ces essais ont sans doute leur utilité ; mais ils ne me paraissent pas indispensables pour assurer la pérennité d'une force de dissuasion dont la possession est reconnue à notre pays par le traité de Non Prolifération. Le prix diplomatique payé dans cette affaire est considérable, surtout pour les relations de la France avec la majorité de ses partenaires européens. Or nous sommes à la veille de la Conférence intergouvernementale qui décidera de l'avenir de l'Union européenne, et dans laquelle la France a tout intérêt à bien s'entendre avec ses partenaires !

Le terme "armée de volontaires" n'est-il pas un habillage pour désigner une armée de métier ?

Il y a un nombre non négligeable de jeunes gens et jeunes filles qui sont volontaires pour servir sous les drapeaux, sans pour autant vouloir faire carrière dans les armées. Un jeune appelé sur huit, dans l'armée de terre, est un volontaire "service long", formule créée par Charles Hernu. Ce réservoir de disponibilité ne doit pas être laissé de côté. La conscription, dans son principe, c'est le contraire du volontariat.

Alors pourquoi l'armée de volontaires ?

Parce que les conflits de l'après-guerre froide ne permettent guère l'emploi des 100 000 conscrits que compte notre armée de terre. Les conflits du Golfe et de Bosnie impliquent l'emploi d'un petit nombre de soldats : l'armée de terre actuelle est hors de proportions avec ces besoins. Les moyens budgétaires de la défense ne permettent plus d'équiper et d'encadrer une armée de terre déjà très sous-équipée et sous-encadrée par rapport aux armées de pays comme l'Allemagne et le Royaume-Uni. Quant au lien entre la conscription et la nation, il ne faut pas exagérer : les militaires belges, britanniques ou néerlandais ne sont pas de dangereux putschistes.

Mais l'armée de volontaires, cela coûte cher ?

Nos armées pourraient être réduites dans des proportions comparables à celles de nos voisins. L'Armée de terre à base de professionnels et de volontaires coûte moins cher que l'actuelle dès que l'on descend en dessous de 160 000 soldats ; de fait, il en faut de l'ordre de 130 000.

Que conseilleriez-vous à la gauche dans les circonstances actuelles ?

Il est urgent d'ouvrir le débat : sur l'avenir de la conscription, sur le rythme des réductions de dépenses militaires, sur le modèle d'armée auquel nous voulons aboutir... Le PS ne peut pas se contenter d'un langage du type : "il n'y a qu'à baisser les dépenses militaires, mais pas question de toucher à mon arsenal, à ma garnison".

La gauche n'a pas besoin que se produise en matière de défense ce qui lui est arrivé lors de l'annonce de la réforme de la Sécurité sociale. Sous la pression des événements, le gouvernement actuel sera obligé de procéder à une vraie remise à plat dans le courant de 1996, accompagnée d'une forte réduction des dépenses militaires.

(1) "Les volontaires de l'an 2000 : pour une nouvelle politique de défense". Ed. Balland.

RHÔNE-ALPES

Les élus socialistes "planchent" à Villeurbanne



Le centre Condorcet et le groupe des conseillers régionaux socialistes de la région Rhône-Alpes ont organisé à Villeurbanne, fin novembre, une rencontre nationale sur le thème : "Emploi et formation professionnelle : les régions, acteurs dans la lutte contre le chômage et l'exclusion". Une centaine d'élus régionaux venus de toute la France et d'élus locaux de Rhône-Alpes ont formulé des propositions sur la lutte contre le chômage par une diminution importante du temps de travail, sur l'utilisation des aides au développement liées à des formes durables de contrat de travail et sur la formation professionnelle. Roger Leron, président du groupe socialiste du Conseil régional Rhône-Alpes, a souhaité que ces propositions soient popularisées dans toutes les assemblées régionales de France, en ajoutant l'idée de développer les emplois consolidés sur cinq ans pour les chômeurs de plus de 50 ans.

Communiqué des présidents de groupe socialiste des conseils régionaux

Constatant que les mêmes causes produisent toujours les mêmes effets, constatant que, malgré les aides multiples apportées par les collectivités locales -notamment les régions- aux entreprises, inexorablement le chômage continue de croître, constatant que les mêmes réponses ont toujours aussi peu de résultats, les présidents de groupe socialiste des conseils régionaux, réunis ce jour autour de Roger Leron, président du groupe socialiste, radical et apparentés Rhône-Alpes, sur le thème : "Les régions acteurs dans la lutte contre le chômage et l'exclusion", appellent l'ensemble des groupes des conseillers régionaux socialistes d'opposition à proposer lors des débats budgétaires des actions facilitant une réduction importante du temps de travail, solution à promouvoir pour lutter contre le chômage. Ils estiment aussi qu'il est temps pour les socialistes de rompre avec le pseudo-consensus qui consiste à empiler les aides au développement économique sans les lier à des formes stables et durables de contrat de travail. Ils demandent enfin que les relations avec les entreprise en matière de formation professionnelle soient clarifiées. Les entreprises doivent notamment contribuer à l'accueil des jeunes et à leur intégration professionnelle.

Pour les présidents, Roger Leron
Villeurbanne, le 29 novembre 1995

3 QUESTIONS À ROGER LERON, PRÉSIDENT DU GROUPE SOCIALISTE, RADICAL ET APPARENTÉS AU CONSEIL RÉGIONAL RHÔNE-ALPES

Deux jours après la journée de travail du PS à Villeurbanne, le Conseil régional Rhône-Alpes organisait, le 1er décembre, des assises régionales pour l'emploi. Quel est votre sentiment à l'issue de ces assises ?

Quand le groupe PS, Radical et Apparentés a demandé à M. Millon d'organiser des assises pour l'emploi, il s'inspirait de l'initiative déjà prise par la région Nord-Pas-de-Calais, qui a su être pendant de nombreux mois le catalyseur de rencontres entre les partenaires sociaux, les collectivités locales et les administrations. En Rhône-Alpes, tout s'est limité à une journée de travail. Nous avons accepté d'y participer, mais ce n'était pas notre idée première.

De fait, même si les ateliers du matin ont été intéressants par la diversité des acteurs, ces assises n'auront pas permis d'avancer beaucoup pour résoudre la problématique de l'emploi.

En décembre, la région Rhône-Alpes votera son budget 1996. Le groupe PS défendra-t-il des orientations fortes en matière d'emploi ?

Oui, toutes les collectivités ont aujourd'hui le devoir d'agir pour l'emploi. Car que constate-t-on ? Le nombre de salariés en France est plus important qu'en 1980, en 1985 ou en 1990. Et malgré des à-coups, la croissance économique existe. Mais elle ne permet plus de répondre à l'augmentation de la demande de travail qui a trois causes : la mutation des processus de production avec l'automatisation, la démographie qui n'est pas la même en France que dans d'autres pays, la nécessité pour un couple d'avoir deux salaires. D'abord parce que les femmes ont besoin d'être financièrement autonomes dans la société moderne, ensuite parce qu'un seul salaire ne suffit plus pour vivre. Songez que plus de la moitié des salaires sont inférieurs à 8 000 F.

Quelles seront donc vos propositions pour Rhône-Alpes ?

La répartition des revenus et celle du travail sont devenues indispensables. L'Assemblée régionale peut agir pour la réduction massive du temps de travail, qui n'a jamais été testée à ce jour. Elle est bien placée pour impulser et soutenir des contrats de progrès sur ce thème. En effet, une telle évolution aura du mal à se faire par une loi nationale. C'est à l'échelon des organisations de base (entreprises, administrations) que l'on peut faire avancer les choses. Cela peut concerner aussi une extension des cessations progressives d'activité.

NOUVEL ÉLU PS DANS LE RHÔNE

Maurice Depaix, bienvenu à l'Assemblée

Dans un fief détenu par la droite depuis 1973, la mobilisation des électeurs de gauche lors des dernières législatives partielles a permis au socialiste Maurice Depaix de l'emporter dans la huitième circonscription du Rhône sur le candidat UDF-RPR, Maurice Pouilly, avec 51,46 % des suffrages.

"Mitterrand a été le plus gaullien des successeurs du général De Gaulle, j'appartiens au "Club Témoins" de Jacques Delors qui était "mon" candidat pour la dernière présidentielle et j'ai participé activement à la campagne de Lionel Jospin. A partir de là, il faut essayer de tirer toutes les nuances de mon personnage".

Sur son curriculum vitae, à la rubrique "tendance politique", Maurice Depaix se présente comme un gaulliste de gauche. Né en août 1939, quelques jours avant la mobilisation générale, le nouveau député du Rhône n'a pas connu l'homme de l'appel du 18 juin 40. Il ne lui ménage pas son admiration mais lui reproche toutefois "de ne pas être aller jusqu'au bout de ses inspirations socialistes". Diplômé d'études juridiques et d'administration publique, poète à ses heures et marcheur invétéré, Maurice Depaix va mener de front dans les années 70 une carrière politique et professionnelle. Premier adjoint au maire d'Amplepuis en 1972, il gravit tous les échelons de la hiérarchie préfectorale jusqu'au ministère de l'Intérieur en 1981 où il est chargé de la formation du personnel des préfectures du Sud-Est de la France. En 1988, il est élu conseiller général du Rhône puis maire d'Amplepuis un an plus tard.

Reconduit dans ces deux fonctions en 1994 et 1995, il sera le candidat logique de la gauche aux dernières législatives partielles : "Avant de me porter candidat, j'ai demandé à ma femme et à mes 4 enfants une sorte de visa familial et tous m'ont encouragé". Une lourde tâche attend maintenant le nouvel élu de la VIIIe circonscription du Rhône : "Elle touche les confins urbains de Lyon, jusqu'aux sommets des sapins du Haut-Beaujolais. D'un côté, on redoute l'urbanisation et, de l'autre, la désertification"

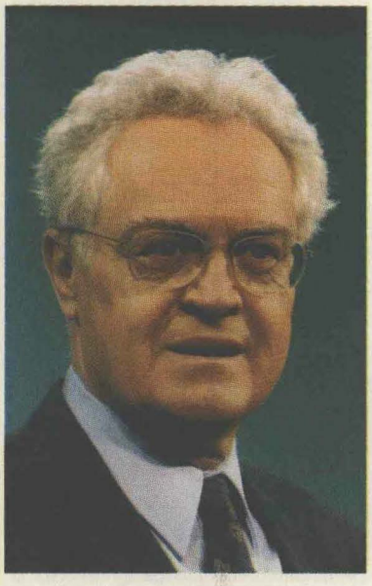
Maurice Depaix a rejoint Paris, cette semaine, pour son baptême parlementaire, accueilli par le président du groupe, Laurent Fabius. Il travaillera au sein de la commission des lois, un domaine qu'il connaît bien. Sa première préoccupation d'élu, il la réserve évidemment à ses électeurs en s'attaquant à un problème délicat : "Le passage de l'autoroute qui traumatise de nombreuses communes".

Victor Robert

CONSEIL

Le Conseil National s'est tenu, le samedi 16 décembre à la Maison de la Chimie à Paris. Louis Mermaz a présidé les travaux. Daniel Vaillant a présenté, au nom du Bureau national, le rapport d'activité pour la période allant de la Convention nationale du 14 octobre à ce jour. Extraits d'interventions.

Intervention de Lionel Jospin



Nous tenons notre Conseil national à un moment clé d'un très grand mouvement social. Deux mois après la Convention nationale, on peut définir ainsi le cours du Parti socialiste : un parti qui travaille, un parti qui accompagne le mouvement social, un parti qui gagne les élections, un parti qui prépare l'avenir.

J'ai naturellement assumé la part qui me revient. Avant d'aller plus loin, je veux saluer l'un d'entre nous : Henri Emmanuelli qui fait face, en raison des responsabilités qu'il a assumées en notre nom, à une situation difficile, et lui dire notre solidarité et notre amitié.

Mais le pays se trouve confronté depuis trois semaines à un mouvement social puissant et original.

On évoquera bien sûr un contexte politique marqué par le reniement brutal exprimé, le 26 octobre, par le président de la République, après quelques mois de tâtonnements politiques et d'impossibles compromis entre des discours contradictoires. Perte de confiance, frustration, ressentiment, ont composé un cocktail étrange et singulièrement inflammable.

Il fallait enfin un élément déclenchant. Ce fut l'accumulation en quelques semaines de projets gouvernementaux inacceptables pour des catégories importantes de la population : augmentation des prélèvements, gel des salaires dans la fonction publique, remise en cause des régimes de retraite du secteur public, bouleversement des institutions de la protection sociale, menace sur le statut des entreprises publiques...

Il fallait enfin un facteur aggravant : le style et la méthode du gouvernement. Au début, c'est le goût du secret, la volonté de surprendre et de diviser, l'arrogance du comportement qui s'imposent. Et puis, une fois le mouvement de protestations lancé, c'est la tentation de jouer le pourrissement ou l'épreuve de force et l'incapacité de négocier.

Mais ces éléments n'expliquent pas tout, et d'autres causes plus profondes doivent être méditées. Il y a un arrière-plan historique, celui d'un salariat qui veut marquer, là où il est encore libre de s'exprimer, sans la menace pour l'emploi, qu'il a consenti depuis vingt ans des sacrifices qu'il juge inégalement répartis, et qu'il supporte de moins en moins de voir les représentants de certaines catégories sociales ou tant de beaux esprits inviter à la rigueur et au sacrifice alors qu'ils évitent soigneusement de les appliquer à eux-mêmes.

Ces salariés souhaitent savoir à quoi servent ces sacrifices, qui les partage avec eux, et quand viendra le temps d'en récolter les fruits.

Il y a aussi la force d'un attachement à un contrat social que l'on sent menacé et les salariés du public, mais aussi beaucoup de Français par leur attitude compréhensive à l'égard de la grève, ont montré que pour eux la retraite, la protection sociale, l'enseignement supérieur, les services publics, étaient partie intégrante non seulement d'acquis, mais d'une certaine façon de vivre ensemble la République. Et c'est sans doute ce qui fait l'originalité de ce mouvement.

On a un syndicalisme faible, mais un mouvement fort, un syndicalisme divisé, mais un mouvement uni, un mouvement du public mais une connivence du privé, un mouvement qui gêne la population mais qui obtient son indulgence, un mouvement défensif mais qui a bousculé le gouvernement, un mouvement corporatif mais qui pose des questions d'intérêt général, un mouvement en forme syndicale, mais qui soulève les problèmes de notre société, un mouvement non pas centralisé à Paris et effervescent, mais un mouvement formidable en régions et profondément enraciné dans le pays.

Dans le champ politique

Un tel mouvement méritait de la part du Parti socialiste engagement et respect. Ni timide dans notre soutien, ni tuteur du mouvement, ni spectateur du conflit, ni immergé en lui, nous avons souhaité jouer pleinement notre rôle de Parti politique de gauche.

Respectueux des syndicats et de leur indépendance, conscients de leur division, nous n'avons pas voulu épouser la stratégie de l'un ou l'autre syndicat au risque de réduire notre politique à une sorte de politico-syndicalisme et d'épouser des divisions qui n'étaient pas les nôtres.

> **« Un tel mouvement méritait de la part du Parti socialiste engagement et respect »**

Nous avons dit notre opposition au plan Juppé, à l'exception de la maîtrise des dépenses de santé, que nous approuvons. Nous avons affirmé notre solidarité et notre soutien y compris matériel au mouvement engagé. Nous avons appelé nos adhérents syndiqués, assurés sociaux, étudiants, retraités, ou chômeurs, à participer aux manifestations auxquelles ont participé également dans leur ville nombre de nos élus.

Nous nous sommes exprimés dans le champ politique pour éclairer et convaincre nos concitoyens.

Nos groupes parlementaires à l'Assemblée nationale et au Sénat, ont mené dans des conditions difficiles les combats qui convenaient, en particulier contre les ordonnances.

Nous avons interpellé le Premier ministre sur son refus de négocier, dénoncé la tentative piteuse et pitoyable de monter, derrière le RPR, des comités d'usagers contre les grévistes.

Aux côtés du mouvement mais à notre place, nous avons contribué à faire reculer le gouvernement.

Car ce mouvement ne sera pas un échec mais un succès. Une démonstration a été faite, le gouvernement a renoncé à des points essentiels, comme les régimes de retraite et le contrat de plan SNCF par exemple.

Le Premier ministre sortira affaibli de la confrontation. Et le PS renforcé. Nos candidats, aux élections législatives partielles, l'ont emporté dans 5 circonscriptions sur 7, y compris dans deux traditionnellement classées à droite. La sanction citoyenne est ainsi venue s'ajouter à la protestation sociale.

Mais face au recul de la droite, la faible progression du Front national, le succès des candidats présentés par nous témoignent d'un regain pour notre parti. Veillons à continuer de le mériter, notamment par notre unité, avant si possible de le pousser plus loin. (...)

Dès aujourd'hui, en effet, l'avenir est en question. Sept mois après l'élection de Jacques Chirac, la déception et le trouble politique sont tels qu'on interroge déjà l'opposition pour savoir si elle est prête. Nous devrions être au début d'un règne. On nous pose déjà des questions de fin de règne !

Alors, cette opposition dit-elle qu'elle est prête ? On lui reproche d'avoir peu réfléchi. Dit-elle qu'elle travaille ? On l'accuse de n'avoir rien à dire !

Posé en ces termes, bien sûr, le choix est peu agréable. Il se pose heureusement autrement.

Sur beaucoup de points, nous savons où nous allons.

Le travail de préparation du grand débat sur la mondialisation, dont les problèmes français et européens d'aujourd'hui nous montrent que nous l'avions bien choisi, est en cours. (...) Un groupe de travail plu-

DÉBATS

raliste sera constitué afin de proposer des textes pour la discussion de nos adhérents. Celle-ci peut d'ailleurs commencer à la base, à partir de janvier, pour faire remonter les préoccupations des militants vers la direction.

Beaucoup de grands sujets vont faire l'objet de débats en France et en Europe. Je reviens du sommet des leaders socialistes de l'Union européenne à Madrid. On sent les craintes que suscite, chez beaucoup de participants, la perspective du passage à la monnaie unique sous la contrainte des critères de convergence. Comment réaliser l'Union monétaire qui reste l'objectif affiché de chacun sans risque déflationniste ? Comment faire de la croissance et de l'emploi des exigences aussi concrètes que la réalisation d'un marché et d'une monnaie unique ? Comment réconcilier l'Europe avec ses peuples ? Voilà la trame de nos discussions. (...)

De hautes exigences

Nouvelle politique économique, réforme de la fiscalité, politique des villes et contre l'exclusion, pour laquelle je pense constituer un Conseil des maires, renouvellement de notre politique européenne, défense et modernisation des services publics en France et en Europe, voilà quelques sujets parmi d'autres sur lesquels le Parti socialiste aura à redéfinir ses positions. N'est-ce pas ce que nos militants souhaitent ?

Utiliser le temps d'opposition pour tirer des leçons du passé et pour préparer l'avenir.

Nos exercices ne seront pas académiques. Le récent mouvement social dresse devant nous de hautes exigences. J'y vois un message : une volonté des acteurs de la vie sociale d'être entendus, écoutés et respectés, un refus des salariés de voir les sacrifices inégalement répartis, un désir des Français que soient indiqués clairement au pays et à l'Europe des objectifs mobilisateurs et dans lesquels ils puissent se reconnaître. Nous voulons préparer l'avenir. Alors, sachons lui donner du sens. ■



CHRISTOPHE CLERGEAU

Par son ampleur et son caractère inattendu, le mouvement social actuel nous conduit à accélérer nos débats et provoque des prémices de recomposition politique parfois inquiétantes.

Comment ne pas être en effet inquiet lorsque l'on entend d'importants responsables socialistes s'acharner à discréditer l'Europe et confondre révolte des salariés et recherche des critères de convergence fixés à Maastricht.

Je comprends bien l'intérêt politique d'un tel amalgame. En effet, si la politique d'Alain Juppé est la simple traduction des critères de convergence et si cette politique est dénoncée par le peuple et la rue, alors la messe est dite, alors il faut renoncer à la monnaie unique et en tout cas à l'échéance de 1999.

La droite nous tend ici un piège : justifier au nom de la construction européenne une politique libérale brutale et injuste. Certains, à gauche, nous en tendent un autre : instrumentaliser le mouvement social pour disqualifier l'Europe. C'est inacceptable. (...)

Il faut donc aujourd'hui remobiliser l'ensemble des socialistes pour sauver l'idée européenne qui est au cœur de notre projet. (...)

Quant à notre rénovation, elle ne fait que commencer et quel projet serait le nôtre s'il se limitait à attendre que le rejet de la droite nous donne la faveur des urnes et assure notre retour au pouvoir ?

Face à cette mise en évidence du risque permanent de retour de l'immobilisme, de la si fatale théorie du balancier, il nous faudra tous développer beaucoup de vigilance et surtout aller encore plus loin, accélérer et approfondir la rénovation des structures et des idées. ■



JEAN-CHRISTOPHE CAMBADELIS

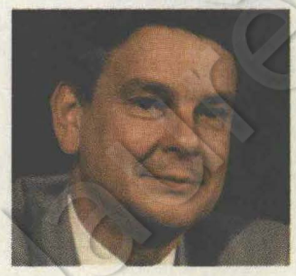
Ce qu'il est intéressant de noter dans ce mouvement, c'est d'une part l'absence du président de la République, d'autre part, la faiblesse de Juppé avant et donc après le mouvement. C'est aussi la question sociale réarticulant l'espace publique et faisant apparaître la gauche, si ce n'est comme une amie, tout du moins déjà plus comme l'ennemie. (...)

La question sociale revenue à l'ordre du jour ne tranche pas le débat entre la question sociale et la nouvelle question sociale. Elle décentre la contradiction principale qui dominait la période précédente, c'est-à-dire la préférence nationale. Le Front national n'a rien à dire et sa stagnation électorale est pour nous déterminante. (...)

Alors, la gauche dans tout cela ? Elle n'était pas à proprement parler le débouché de ce mouvement social mais elle a été en résonance avec celui-ci, et c'est pourquoi il y a urgence à construire un pont entre la résistance et une perspective politique de gauche. Il est vraisemblable que dans le privé on tire les enseignements du combat du publique en exigeant des augmentations de salaire.

Il y a eu dans ce mouvement, parce que les gens ont été trompés lors de la présidentielle, une forte volonté de compter sur leurs propres luttes et sur leur unité.

Maintenant que le rapport de force s'est noué, qu'il s'est reconstruit sur d'autres bases, c'est à nous d'offrir une perspective nouvelle. Il faut prendre notre temps pour que l'alternative soit réelle, réaliste et de gauche. ■



ALAIN RICHARD

Le mouvement social a changé de forme, il va passer à d'autres formes d'action. Pour une partie, les questions qu'il a soulevées connaissent une solution politique par le recul du gouvernement, une série d'autres sont des questions de société et de long terme qui vont forcément peser sur notre réflexion et sur le choix de nos perspectives.

(...) La question importante est celle de l'attitude générale des salariés du secteur privé et de leur choix politique qui commence à se déplacer. C'est toute la question de la grève par procuration.

Il s'agit aussi d'une réflexion sur les mouvements de société de ces dernières années, très exigeante pour nous.

Cette attitude de sympathie, sans entrée directe dans le mouvement, d'une grande proportion des salariés du secteur privé, exprime un ressentiment et, de manière lente et dispersée, d'une volonté sourde et encore imprécise de changement (...). Elle révèle toute une série d'éléments de protestation et de remise en cause de la condition sociale des salariés du secteur privé : la question de la productivité, des tensions et des pressions de plus en plus fortes sur la vie de travail liées à la baisse d'effectifs, la question de la précarisation, celle du "ferme ta gueule ou tu prends la porte", raison première de la quasi absence de journées de grève dans ce secteur. Les salariés du privé sentent qu'ils sont entrés dans une situation de régression directe, ils ont le sentiment que les inégalités se creusent avec les catégories sociales les plus favorisées.

Cette situation ne nous pousse pas à annoncer prématurément un «contre-programme» complet, qui serait en décalage avec notre rôle

Archives Parti socialiste

politique. Elle nous suggère en revanche d'y travailler activement et d'en extraire quelques thèmes simples, mobilisateurs, pour illustrer la capacité de renouvellement que nous représenterons devant le pays sous le signe du réalisme de gauche.

L'année 95 a été celle d'une véritable restructuration d'un parti majeur d'alternance, après la période de doute antérieure, autour de notre candidat à la présidence et de sa réussite. L'année 96 est celle où ce parti doit prendre des initiatives, placer le débat autour de ses valeurs pour redonner au pays une perspective non seulement de progrès social, mais de progrès de société. ■



JEAN **POPEREN**

Comment apprécier ce qui s'est passé ? Quel type d'événement ? C'est la première grande révolte contre les effets intolérables de la mondialisation. Le mouvement social d'un grand pays industriel dit : nous ne voulons plus faire les frais de cette grande mutation. Bien sûr, celle-ci est inexorable et, comme processus historique, on ne peut pas se mettre en travers. Mais comment répartir la charge des conséquences de cette transformation ? C'est tout le sujet. (...)

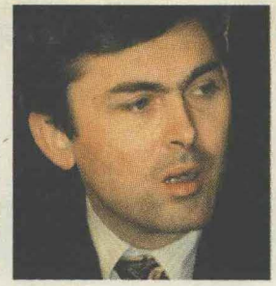
L'une des remarques qui a été faite, c'est que massivement, globalement, le salariat du secteur privé ne s'est pas engagé directement dans la bataille. Mais, en revanche, ce qui en dit long, chaque fois qu'il a pu le faire il a manifesté majoritairement qu'il était plutôt d'accord, même quand il en souffrait de façon terrible dans sa vie quotidienne. (...)

Un premier constat s'impose, c'est que la progression même des forces sociales et de la situation sociale se fait au travers de la confrontation.

Cela ne veut pas dire guerre civile, cela ne veut pas dire qu'on s'étripe. Je crois au contraire que la caractéristique pacifique du mouvement, en tout cas jusqu'à maintenant, est très significative par rapport à d'autres. Mais en même temps, oui, il y a confrontation, c'est-à-dire choc d'intérêts. (...)

Qu'allons-nous faire et dire dans les semaines qui viennent ? A la lumière de cette grande secousse, il est urgent qu'ensemble, avec toutes les forces de progrès, nous définissions ce que doit être le contrat social de notre temps. Celui du début et du milieu de ce siècle, celui des "Trente glorieuses", est caduc. Ce ne peut pas être le même parce qu'il y a ce phénomène que j'évoquais au début, ce formidable chambardement -et nous n'en sommes pas au bout ! Cette réponse-là doit être celle du mouvement social européen.

Nous ne pouvons rester dans les limites hexagonales, comme ce fut le cas cette fois. Parce que toutes les questions qui sont posées dans le cadre de la mondialisation le sont, en effet, au travers de l'Europe, et nous sentons bien que c'est à nous de prendre l'initiative de le dire au mouvement social européen, notamment des principaux pays de l'Europe, avec tout ce que cela implique d'efforts pour arriver à se mettre d'accord. Il faut au moins que l'ensemble du parti, d'abord, et des forces qui le soutiennent dans le pays, soient convaincus que cela se joue là-dessus. Faute de quoi nous n'aurons que des batailles perdues ou à moitié gagnées et cela finira forcément mal. (...) ■



CLAUDE **FLEUTIAUX**

Je crois que la première leçon qu'on peut tirer, c'est que nous qui passons notre temps à regretter la faiblesse du mouvement syndical français, il va falloir que nous revoyions notre analyse. Je ne suis pas sûr qu'on ait raison de se contenter de constater qu'il y a un mouvement puissant, et qu'il y aurait toujours des syndicats faibles. Il y aura une interaction entre les deux, et le paysage syndical français a changé. Ne serait-ce que quand on regarde l'image de la CGT, ce n'est plus la même chose qu'avant. C'est fini le temps où la CGT n'apparaissait que comme instrument prolongeant l'action du Parti communiste.

C'est ensuite un conflit qui a su faire face à une hostilité forte de la part des médias qui ont été beaucoup plus préoccupés par les difficultés rencontrées par les usagers que par les problèmes de fond que posaient les grévistes ; hostilité aussi de la part de ceux qui se sont acharnés à expliquer que ce conflit était archaïque par rapport à des exigences de modernisation de la société ou ceux qui ont cherché à opposer usagers et grévistes. Et pourtant, ce conflit est resté populaire.

Je pense qu'il y a un terrain sur lequel il est impératif que nous rebondissions à la suite de ce conflit, et ce terrain c'est celui de l'emploi. Il y a eu un rejet de cette politique globale, centrée exclusivement sur des préoccupations purement financières, caractérisée par l'annonce d'une succession de prélèvements.

Pas une seule fois, vous l'aurez noté, dans ses propositions, lorsque le gouvernement a cherché à expliquer sa démarche, pas une seule fois, il n'a rattaché ses propositions à la préoccupation de l'emploi. (...)

C'est pour cela que je pense que, pour notre part, il faut que nous soyons aujourd'hui offensifs sur ce sujet. Le Parti socialiste a bien compris le message des grévistes. Je pense que reprendre l'offensive sur l'emploi serait une manière de le montrer et un signe fort en direction des salariés. ■



MARIE-NOËLLE **LIENEMANN**

Notre peuple s'est levé, mais le rouleau compresseur de la dérégulation libérale, ici comme ailleurs, risque de continuer son chemin. Car s'il y a eu des avancées importantes, le cœur du dispositif, à savoir le plan Juppé, demeure. Alors pouvons-nous encore peser sur la confrontation engagée et prolonger politiquement ce mouvement ?

D'abord sommes-nous d'accord sur les enjeux de la période et sur l'espace politique que nous devons dégager ? Soit nous pensons que la mondialisation sous pilotage libéral est inéluctable, que nous n'avons que quelques marges de manœuvre pour veiller à ce que les efforts soient plus justement répartis, et que cette évo-

RÉSOLUTION FINALE

Depuis près d'un mois, un puissant mouvement social se développe dans notre pays.

Fondé sur la contestation globale du Plan Juppé, il s'est élargi à la défense du service public face aux attaques dont celui-ci est la cible de la part du gouvernement.

Le conflit à la SNCF, par sa longueur et son intensité mais surtout par les problèmes qu'il pose, illustre le souci des cheminots d'intégrer l'intérêt général dans leurs revendications.

La participation massive aux manifestations, notamment en province, confirme la force d'une mobilisation qui va bien au-delà du secteur public et qui recueille une popularité auprès de la population, malgré les contraintes qu'elle subit dans sa vie quotidienne. Cette solidarité a mis en échec les tentatives d'opposition des Français entre eux, dont le RPR avait à un moment pris l'initiative.

Le Conseil national du PS réaffirme la solidarité de tous les socialistes à l'égard des mouvements sociaux en cours. Il respecte les formes d'action que ceux-ci entendent revêtir et appuie les manifestations auxquelles les organisations syndicales appellent, notamment celles d'aujourd'hui, pour obliger le gouvernement à renoncer à ses projets, comme il l'a fait pour le contrat de plan SNCF et les régimes spéciaux de retraite.

Le Conseil national souligne qu'il est du devoir du Parti socialiste d'exprimer et de prolonger cette contestation et ces revendications au plan politique. Le PS l'a fait tout au long du mouvement en s'opposant clairement, et dès le premier jour, au plan Juppé, en interpellant le gouvernement sur son incapacité à négocier, en déposant deux motions de censure à l'Assemblée nationale et en s'adressant directement à l'opinion publique qui semble avoir entendu son message à l'occasion des élections législatives partielles. Le succès de nos candidats a, à l'évidence, joué dans le rapport de forces. le PS a joué son rôle à sa place.

Dans un tel mouvement social, sans précédent depuis de nombreuses années, des leçons doivent être tirées. La nouvelle situation exige, de la part des socialistes, volonté et clarté pour convaincre les Français qu'une alternative à la politique de la droite est possible et que le PS en est l'instrument principal.

Telle est notre tâche collective au cours des prochains mois.

Adoptée à l'unanimité moins deux abstentions.

lution se fera dans la concertation. Soit nous pensons que nos sociétés, en particulier les sociétés européennes, vont dans l'impasse, avec une déstructuration du modèle social qui fonde la cohésion de nos nations, avec un coût social, humain, culturel et identitaire majeur et que cette logique est inacceptable et sera d'une façon ou d'une autre refusée -quand je dis d'une façon ou d'une autre, je redoute le retour aux heures noires du fascisme, ou du nationalisme.

Si nous pensons comme je le pense que la dérégulation, telle qu'elle se met en œuvre, est inacceptable et qu'il ne suffit pas de l'accomoder, de l'accompagner, notre politique est tout autre. C'est d'abord une politique de résistance, mais aussi une politique de ruptures, avec un «s», pas l'An 01, mais des réformes radicales qui ouvrent une voie nouvelle.

Aujourd'hui, résister n'est pas du conservatisme. On ne fera aucune réforme majeure et positive dans ce pays si l'on n'a pas montré qu'au moins sur un sujet on a su dire non, qu'on n'a pas laissé franchir les bornes. Il y a deux sujets où l'affrontement peut être à la fois majoritaire dans le pays et signifiant pour notre projet, c'est d'une part le service publique et d'autre part la sécurité sociale...

Or c'est la façon même dont nous avons conçu notre accompagnement dans le mouvement qui doit nous amener à réfléchir.

A partir du moment où nous commencions à dire que certains points du plan étaient positifs, que nos commentaires étaient techniques, sujet par sujet, nous signifiions que pour nous la bataille n'apparaissait pas centrale. A partir du moment où nous mettions l'accent sur la négociation, le dialogue, plutôt que sur le retrait, donc sur la remise en cause de la logique du plan, nous privions le mouvement social d'une amplification, d'un sens plus général, celui d'un enjeu de société.

Le débat n'est donc pas sur «plus ou moins» pour le mouvement social. Le parti n'avait pas à se substituer au mouvement ou à le conduire. Mais, comme tous les sociaux-démocrates, je pense que le politique et le social sont intimement liés. Chacun y a sa part spécifique.

Il est légitime que les syndicats revendiquent et négocient, il est tout aussi légitime qu'un parti politique d'opposition, qu'un parti de gauche exige du gouvernement le retrait de son plan qui met en cause les deux verrous principaux qui restent à nos peuples pour éviter la dérive libérale anglo-saxonne. Aussi nos divergences de vue ne procèdent pas d'un prurit gauchiste face à un mouvement social, mais d'une conception de l'avenir de notre identité. ■



CATHERINE **TRAUTMANN**

La France a retrouvé ces jours derniers un des traits saillants de son histoire : cette capacité si soudaine, si décidée à ces révoltes qui parfois s'apaisent, parfois deviennent révolutions dans un processus toujours rationalisé a posteriori et qui témoigne surtout de l'imprévisibilité de la pratique.

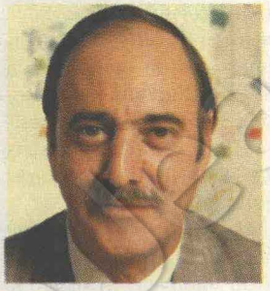
Nos débats ont mis en évidence que notre société précaire entrait dans une logique de confrontation exacerbée des intérêts, public-privé, étranger-national, individu-collectif.

Nous vivons une discordance entre le temps politique et le temps social. Il est caractéristique d'observer que notre message politique n'est pas en concordance avec le vécu des gens. Les intellectuels s'opposent au sein même de la gauche. Les uns approuvent Nicole Notat, les autres rejettent en bloc en estimant que la barque des populations les plus fragiles est déjà suffisamment chargée.

Cette dualité, chacun d'entre nous la partage. C'est toujours la question de l'éthique de conviction et de responsabilité. Autre originalité des luttes sociales, pour la première fois des cortèges immenses ont déferlé dans les villes de province. De façon spectaculaire, la décentralisation a cessé d'être affaire de politique ou d'administrateur, elle s'est manifestée dans la rue. Mais cela peut aussi vouloir dire autre chose, c'est que les gens expriment les questions qu'ils veulent poser là où ils sont, là où est leur emploi, là où ils ont leur famille, là où ils vont à la fac. (...)

Un spectre hante l'Europe : la crise. Pourquoi lier à toute force la régression sociale à l'Europe ? Les problèmes de l'heure sont dus davantage à des mutations profondes, des ruptures d'équilibre dont nous peinons à trouver le sens, qu'à l'idée européenne, à son contenu actuel, à son évolution possible.

De nouvelles régulations sont aujourd'hui recherchées par les Français avec une angoisse dont témoigne la vigueur des mouvements sociaux. Face à la déréglementation, à la mondialisation, aux marchés, l'Europe peut-elle être le territoire de pertinence pour ce besoin de règles nouvelles, cette exigence de service public et de protection sociale ? Envisagée sous cette forme, l'Europe montre qu'il y a bien un enjeu de citoyenneté européenne et des histoires composites, y compris celle des luttes ouvrières, syndicales, politiques, qui pourraient ouvrir l'horizon du débat dans notre pays. ■



PIERRE **GUIDONI**

Le premier point sur lequel je voulais insister, c'est le rôle qui revient aujourd'hui à notre parti comme instrument de réflexion collective et de proposition politique.

Les deux pétitions d'intellectuels qui se sont affrontées me paraissent tout à fait significatives du degré de fossilisation intellectuelle auquel sont arrivés les maîtres penseurs d'orientations diverses qui font semblant d'animer le débat, notamment lorsqu'un événement social aussi important que celui que nous vivons se produit.

L'analyse du mouvement, les propositions politiques qu'il convient d'avancer pour répondre à ce que ce mouvement exprime, c'est le rôle des partis politiques, de notre parti, et c'est à cela que nous devons nous préparer.

Nous n'avons peut-être pas assez réfléchi à ce que tous ces événements signifient pour la droite. Qu'est-ce qu'on appelle la maladresse de Juppé ? En gros, il fallait provoquer le secteur public pour couper l'herbe sous le pied à Madelin. Qu'il y ait à l'intérieur de la droite des divisions très profondes qui la rendent si difficilement gérable, si incohérente, ce sont des données auxquelles nous devons rester extrêmement attentifs.

Le troisième point : c'est l'aspect international.

Nous allons avoir un grand débat. Je souhaiterais qu'il prenne d'abord en compte l'évolution que le gouvernement actuel, que Chirac lui-même, sont en train d'imprimer à la politique extérieure de la France. On en a cité quelques exemples, comme la réunion du G7, transformé en G8 par l'addition de la Russie, où cet organisme s'est réuni avec l'accord de la France pour parler du terrorisme, du trafic de drogue, du banditisme international, bref de tous les sujets dont nous souhaitions qu'ils ne soient pas traités dans ce cadre-là !

Nous allons donc avoir un débat sur lequel je ne veux pas anticiper. Mondialisation, Europe, politique européenne dans les années qui viennent, place et rôle de la France dans l'Europe et dans le monde. Ce débat ne sera fructueux que si nous sortons de la rhétorique. Au point où nous en sommes, nous ne pouvons pas nous permettre des débats sur le thème : qui est pour l'Europe et qui est contre ? qui est contre la monnaie unique, qui est pour ? Cela ne veut rien dire. Les Français ont voté.

La question est de savoir comment nous allons réduire notre déficit public à 3 % du PIB, et comment, à peine cette décision prise, en fonction du pacte de stabilité que le gouvernement actuel est en train d'accepter, nous passerons à 1% du PIB et quelles conséquences cela a sur les différentes questions que nous nous posons en matière d'emploi, de logement, de transports, de financement des services publics. Mettons-nous en devoir d'y répondre, faisons-le à partir des données réelles de la situation, y compris des conséquences économiques et financières de ce conflit. Sachons ce qui est possible, ce que nous voulons. Et inspirons-nous de ce que veulent les grévistes d'aujourd'hui, et nos électeurs de demain. ■

PROCHAINS ENTRETIENS DE SOLFERINO

25 janvier : "Laïcité - Education - Fracture sociale"

22 février : "La lutte contre l'extrême droite" • 14 mars : "L'Europe"



A L'ISSUE DE SON DEUXIÈME CONGRÈS

Un MJS rassemblé et renforcé

Les 15, 16 et 17 décembre 1995 s'est tenu à Orléans le deuxième congrès du Mouvement des jeunes socialistes autonome.

Les jeunes socialistes se sont rassemblés autour d'une orientation adoptée par 96 % des adhérents et les délégués réunis à Orléans ont élu, avec 93 % des suffrages, Régis Juanico, nouveau président du mouvement.

Ce congrès a d'abord permis d'adopter quelques modifications statutaires pour un meilleur fonctionnement de l'organisation et une plus grande cohérence de son action. Le bilan d'activité des deux années passées a été approuvé à l'unanimité ainsi que le programme d'action national proposé.

Ce programme doit permettre une mise en oeuvre rapide et efficace de l'orientation du MJS et relever les défis de la période qui s'ouvre. En effet, le MJS, après deux années de reconstruction, entre dans une phase de consolidation et de maturité avec de nouvelles responsabilités à assumer. Celles d'un acteur reconnu du débat politique national qui essaye de contribuer, par son orientation, à la rénovation du projet socialiste.

Cette orientation, débattue, amendée et adoptée par les adhérents, a été renforcée par l'adoption de résolutions qui mettent en avant les positions du MJS sur quelques sujets d'actualité qui serviront aux futures campagnes du mouvement.

Le nécessaire débouché politique aux revendications exprimées dans la rue lors du mouvement social, le rejet du plan Juppé et la définition d'une alternative crédible au projet de réforme de la Sécurité sociale, les moyens pour le MJS de combattre le Front national, la réforme des organisations internationales pour un nouvel ordre mondial légitime et respecté, les rapports MJS/PS sous le signe du partenariat, sont autant de positions exprimées par les quelque 400 délégués.

Ce congrès s'est clos par l'intervention du premier secrétaire du PS, Lionel Jospin, qui a réaffirmé son attachement à l'autonomie du MJS et à des rapports de confiance mutuelle entre socialistes et jeunes socialistes.

EXTRAITS DU DISCOURS DE RÉGIS JUANICO

"La reconquête du terrain par les idées"

Nous avons pu mesurer, pendant ces trois journées à Orléans, tout le chemin parcouru. En deux ans, le MJS a considérablement changé. Notre organisation a gagné en maturité. La phase de reconstruction est achevée. La période qui s'ouvre sera celle de la consolidation. (...) Le MJS est devenu la première organisation politique de jeunes à gauche. Cette situation entraîne de nouvelles responsabilités pour notre mouvement, à l'égard de nos militants, à l'égard de toute la gauche. (...)

Cette période doit être celle de la reconquête du terrain par les idées, de l'affirmation de notre identité politique à un moment où la gauche refonde son projet et sa pensée. (...) Ce pays a besoin d'un pôle d'opposition fort et structuré dans la jeunesse et au-delà, alors même que le gouvernement est incapable de répondre au formidable mouvement de mécontentement social. (...)

Le MJS, dans les deux ans qui viennent, sera un MJS de combat. (...), Nous devons être des remparts intransigeants contre les atteintes répétées aux libertés publiques et empêcher la banalisation du discours et des thèses de l'extrême droite. (...)

Depuis la rentrée, Le Pen a décidé de faire de la jeunesse une priorité nationale pour son mouvement. Nous lui montrerons que les jeunes socialistes sont là pour lui barrer la route dans la jeunesse comme ailleurs. (...) Notre rôle est d'abord d'assécher le terreau politique sur lequel l'extrême droite prospère et donc de redonner à la gauche une identité forte. (...) Notre participation active à l'élaboration



Régis JUANICO nouveau président du MJS, élu à Orléans.

d'un projet de gauche alternatif et sa popularisation seront deux objectifs prioritaires pour le MJS. (...)

Notre avenir est à gauche. Les conditions de vie futures de notre génération se jouent dans la capacité de la gauche à se rénover et à faire aboutir un projet de transformation radicale de la société. (...) Ces dernières années, les jeunes ont eu l'occasion de revendiquer et de formuler un véritable droit à l'avenir. (...) Tout le pari pour nous, jeunes socialistes, est de savoir transformer ces aspirations et ces colères en espérance politique, de devenir des producteurs d'avenir pour cette génération. (...) C'est pourquoi nous en appelons sur le plan économique et social à une redistribution globale. (...) C'est ce projet de société fondé sur la redistribution du temps de travail pour diminuer significativement le chômage et aller vers la semaine des quatre jours, la redistribution des temps de la vie pour réorganiser la société, la redistribution des richesses pour réduire les inégalités, que les jeunes socialistes s'engagent à défendre dans les deux ans qui viennent.

Henri Virlojeux vient de nous quitter.
Il avait tenu, assidûment, à accompagner mon combat et celui des socialistes lors de la dernière campagne présidentielle, avec toute sa modestie et son humanisme, dans un moment où il n'était pas facile de montrer son engagement.
Mais, au-delà de ses choix de citoyen, je garde surtout l'image d'un homme simple et tendre qui a donné, aux côtés d'autres grands noms, ses lettres de noblesse au théâtre et au cinéma français.
Je m'associe, Madame, à votre tristesse et vous présente mes très cordiales condoléances.

Lionel Jospin
20 décembre 1995

3 QUESTIONS

CLAIRE LE FLECHER, déléguée des Hauts-de-Seine

Claire, tu viens de participer au 2e congrès du MJS en tant que déléguée des Hauts-de-Seine. Peux-tu te présenter ?

J'ai 21 ans, je suis étudiante à l'Université de Paris X-Nanterre en licence d'histoire et à l'INALCO ("langues-O"). J'ai adhéré au MJS il y a quelques mois à la suite de l'élection présidentielle. Récemment, j'ai surtout milité dans mon université, lors du mouvement de contestation étudiant, en représentant, avec d'autres, Paris X à la coordination nationale étudiante.

Qu'est ce qui t'a le plus marqué pendant ces trois journées à Orléans ?

J'ai été très impressionnée par le sérieux des débats et l'assiduité des participants, par la volonté générale de parvenir à une synthèse politique garante d'un projet d'action cohérent et efficace.

Personnellement, j'ai particulièrement apprécié les débats portant sur le contrat d'union civile, la répartition des richesses et la réforme fiscale, l'enjeu de la semaine de quatre jours, le combat contre le Front national et les idées d'extrême droite...

J'ai également été frappée, pendant tout le congrès, par la convivialité et la grande homogénéité existant entre les militants, par le souci collectif de garantir et renforcer l'autonomie du MJS.

Comment comptes-tu désormais t'investir dans le mouvement des jeunes socialistes ?

Je pense nécessaire que les jeunes socialistes continuent à s'investir sur le terrain par des actions concrètes afin de redonner toute leur force et leur crédibilité aux idées de gauche en général et au projet socialiste en particulier. C'est en ce sens que je compte militer dans ma fédération, aux côtés de mes camarades.

SOMMET DES LEADERS EUROPÉENS À MADRID

Trouver un nouvel équilibre

Comme avant chaque conseil européen, les leaders socialistes se sont réunis pour préparer celui-ci.

Un huitième Premier ministre était des leurs : Antonio Gutterres, récent vainqueur des élections au Portugal, ce qui permet aux socialistes d'être présents seuls ou en coalitions, dans onze des quinze pays de l'Union européenne.

Lionel Jospin représentait le PS à ces travaux.

L'union économique et monétaire, et ses conséquences sur l'emploi, furent au centre des débats, introduits par un rapport du chancelier Vranitzky intitulé «Compatibilité sociale de l'UEM».

Les leaders du Parti des socialistes européens (PSE) ont réitéré leur engagement à l'égard de l'Union monétaire, considérée comme un complément essentiel au marché intérieur, et réaffirmé que les pays qui adhèrent à la monnaie unique doivent respecter les critères de convergence ainsi que les délais convenus. Ils se préoccupent des relations entre les pays qui seront dans l'Union monétaire et ceux qui resteront au-dehors tout en restant membres de l'Union européenne.

Ils ont considéré que le futur élargissement de l'Union serait un pas décisif vers la garantie de la stabilité et de la paix en Europe.

Cet élargissement nécessitera l'adaptation des structures institutionnelles, afin de permettre une prise de décision efficace, plus de transparence et plus de démocratie.

Les leaders du PSE se réuniront de nouveau à la veille du conseil européen extraordinaire de Turin, au mois de mars, à l'occasion du début des travaux de la Conférence intergouvernementale.

A cette occasion, le Parti des socialistes européens, par la voix de ses leaders, a l'intention de rappeler fermement sa priorité : l'emploi.

Jean-François Vallin
secrétaire général
du Parti des socialistes européens

Vienne la rouge



Franz Vranitzky, leader du SPO

La brillante victoire des socialistes autrichiens vient à point nommé pour dissiper l'image terriblement réductrice que se fait l'opinion publique étrangère de ce pays méconnu. Avec plus de 38 % des suffrages, soit un gain de près de 5 % par rapport à la dernière consultation électorale, le SPO regagne le terrain qu'il avait perdu à gauche au profit des Verts (près de 2,8 %) et à droite (plus de 1,5 %) au profit de Jörg Haider, le leader de ce sinistre mouvement «F», populiste et xénophobe, dont la progression n'avait cessé d'alarmer les démocrates dans le monde entier. Toutefois, Haider se maintient à 22 % et pourrait, même s'il s'en défend, servir d'appoint précieux à la droite classique de «l'OVP» (28 %) qui est furieuse de n'avoir pas réalisé son objectif qui était de réduire les socialistes au rôle de second rang dans une «grande coalition».

L'enjeu de ces élections était donc décisif pour les socialistes qui voyaient leur rôle dirigeant menacé. Depuis 1970, ils constituent le premier parti autrichien. La quasi-totalité des abstentionnistes de 1994, qui sont allés aux urnes cette fois-ci, a voté massivement pour le SPO. Les employés et les fonctionnaires, surtout à Vienne, ont renforcé nettement le Parti socialiste, ainsi que beaucoup d'ouvriers qui ont été cette fois-ci moins sensibles à la démagogie du leader de la droite nationale.. La droite classique, avec l'OVP, a développé des scénarios catastrophe, estimant que l'Autriche très endettée ne pourra jamais satisfaire aux fameux critères de convergence. C'est parce qu'ils estimaient que les socialistes, dans l'élaboration du budget 96, avaient refusé de faire les économies pour préparer l'échéance de 1999 que les conservateurs s'étaient retirés du gouvernement en octobre et avaient ainsi provoqué des élections anticipées.

Le langage clair de Franz Vranitzky, le seul vainqueur du 17 décembre, son engagement sans ambiguïté pour l'Europe mais aussi sa volonté de replacer la discussion monétaire dans un cadre plus large, qui ne fasse pas de l'Union européenne «une affaire de fric mais une affaire d'hommes», ont eu raison du pessimisme distillé par la droite.

Michel Cullin

ELECTIONS LÉGISLATIVES EN RUSSIE

UN VOTE PROTESTATAIRE

Mardi soir, seuls 4 des 43 blocs électoraux qui s'étaient présentés aux élections législatives, le 17 décembre, avaient réussi à forcer le barrage des 5 %.

50 % des électeurs auront été éliminés d'une consultation dont le PC de la Fédération de Russie est sorti vainqueur avec 22 % des suffrages exprimés. Le Parti libéral démocrate de Vladimir Jirinovsky, qui avait remporté près du quart des voix en 1993, réussit à rassembler 11 % des suffrages malgré les pitreries de son chef. Un peu plus de quatre ans après la fin de l'URSS, la pilule est dure à avaler. A l'exception de Yabloko, le parti de l'économiste libéral Yavlinsky, tous les partis se réclamant des valeurs démocratiques ont été éliminés. Le Bloc social-démocrate, conduit par l'ex-maire de Moscou, Gavriil Popov, n'a même pas obtenu un succès d'estime. Seul de tous les partis centristes, le parti du Premier ministre Tchernomyrdine, Notre Maison Russie, sera représenté à la Douma avec 10 % des voix. Les énormes moyens mis en œuvre par ce dernier, en particulier à la télévision, n'auront pas réussi à convaincre l'électorat. L'ombre de la Tchétchénie, où se déroulait parallèlement une mascarade électorale, a plané sur cette consultation.

Comment expliquer ce «retour» d'un parti ; le PC, dont le nom était synonyme d'oppression et de pénurie ? La division des «démocrates», qui s'entredéchirent depuis déjà plusieurs années, les a singulièrement affaiblis. Dans ce pays, quatre ans après le début des réformes engagées par Egor Gaïdar, les forces politiques sont à l'image de la société, éclatées, atomisées. Les fruits de la privatisation sont souvent amers : certains secteurs de l'ancienne nomenclature ont capté les éléments les plus rentables de l'héritage soviétique. L'économie, certes, s'est libéralisée. Mais à quel prix ?

Criminalisation de la vie économique, enrichissement de certains au prix de l'appauvrissement des couches les plus fragiles (retraités, kolkhoziens, ouvriers du secteur militaro-industriel, etc.). Les laissés pour compte des réformes, mineurs du grand Nord n'ayant pas perçu leurs salaires depuis des mois, régions périphériques confrontées à «l'étranger proche» ont été tentés par le vote communiste, voire par Jirinovsky. Le rôle réduit d'un Parlement que la Constitution de 1993 a transformé en chambre d'enregistrement, permet, par ailleurs, à plus d'un électeur russe d'émettre un vote protestataire «sans risque».

Avec ces élections, la difficile marche en avant de la Russie vers la démocratie risque d'être ralentie. Reste que le processus de transition ne s'est pas arrêté pour autant. La «Sixième partie du monde» a encore un long chemin à parcourir.

Charles Urjewicz
Professeur à l'INALCO

SAVOIR PLUS

La Douma compte 450 députés, une moitié élue à un tour dans des circonscriptions uninominales, l'autre à la proportionnelle, répartie entre les listes ayant atteint 5 % des suffrages.

La Douma a peu de pouvoirs face au président russe qui contrôle le gouvernement par l'intermédiaire de son Premier ministre et peut passer outre les votes de l'Assemblée en imposant des «édits présidentiels" appelés "oukases".

La vie politique russe est caractérisée par un tel éclatement des forces politiques (et syndicales...) que les 250 partis ont été contraints de se regrouper en 43 blocs électoraux autorisés à participer aux dernières élections législatives.

Du Parti agraire aux Femmes de Russie en passant par Notre Maison Russie, le parti au pouvoir qui soutient Boris Eltsine, chaque formation politique représente les différentes communautés ethniques et sociales du pays.

COUP de CŒUR et de CROC

Certes, ce n'est pas de la facétie,
du Camoletti ou du Dorin.
Mais il faut y aller.
Deux auteurs jadis réprouvés,
aujourd'hui classiques,
Genet et Koltès,
mènent leur combat post mortem.

Les bonnes Bonnes

Genet à la Comédie française,
quelle réhabilitation !
Et deux pièces sur Paris.
Quand un grand metteur en scène
comme Philippe Adrien re-explore
"Les Bonnes" *(1)*, elles sont bonnes,
les Bonnes. Belle invention
que cette dernière scène
où tout disparaît
sauf les blocs de pierre
qui vont reclure les meurtrières.
Le fait divers transmuté
en cérémonial, simulacre de servage
qui devient un film noir.
De l'insoumission
à la haine et à la mort,
il n'y a que deux pas.
Jeanne Balibar est épatante
dans "Madame" et Catherine Hiegel
(vouée aux servantes),
aussi bouleversante,
en rapport inversé,
que dans la "Serva amorosa"
de Goldoni.

(1) Comédie française-Vieux Colombier, 21 rue du Vieux Colombier (6e). Jusqu'au 23/12.

La renaissance de Koltès

Bernard-Marie Koltès
est notre grand auteur-texte,
mort jeune et très parent de Genet.
Comme lui, il est renaissant,
exporté partout,
joué dans 3 théâtres de la région
parisienne et travaillé en province
par les jeunes troupes. "Solitude
dans un champ de coton" *(1)*
remonté par Chéreau,
docteur es Koltès, dans une usine
d'oeillets de bottines
restaurée d'Ivry
est un tendre violent dialogue
entre un dealer noir et son client.
Au lieu du jeu de l'amour,
c'est l'affrontement mercantile
du désir et du troc.
Effroyablement contemporain,
"Un climat de guerre civile
entre les êtres", dit Chéreau,
qui joue le noir, ce que Koltès
lui reprochait de ne pas être.
Dans "Retour au désert",
créé à Sceaux, joué à Bourges
et à Grenoble jusqu'au 23,
c'est l'autre obsession de Koltès,
l'Algérie et son fleuve- séparation
Méditerrannée à franchir.
"Roberto Zucco" *(2)*
que vous verrez en janvier,
sur ce sublime paumé sérial-killer
Zucco en fuite éperdue
jusqu'à sa paix définitive.
Parfaite mise en scène
de Jean-Louis Martinelli
de cette pièce posthume. Enfin,
on se met à comprendre pourquoi
Koltès est notre frère contemporain.

(1) Manufacture des Oeillets. Ivry. Jusqu'au 14/1/96. Tél : 44 41 36 36.
(2) Théâtre des Amandiers. Nanterre. Du 9/1/96 au 11/2/96. Tél : 46 14 70 00.

J.V

PROFESSEUR WILLY ROZENBAUM :

«Je combats pour la vie»



Il a décrit les premiers cas de sida et, depuis, ses publications font autorité dans le monde entier. Pour le professeur Rozenbaum, intégrer la notion de plaisir, lever l'obstacle économique et vaincre le rejet constituent les conditions indispensables pour améliorer prévention et traitement.

Intrigué par l'apparition d'une étrange maladie chez des homosexuels aux Etats-Unis, le professeur Willy Rozenbaum crée, en mars 1982, un groupe de travail. Dès l'été, l'hypothèse d'un virus émerge et à la fin de l'année il confie au professeur Luc Montagnier le soin de l'isoler sur une biopsie de ganglion. Ce qui est réalisé en janvier 1983. Un an après, la mise en évidence d'anticorps (Test Elisa) permet le diagnostic de séropositivité. Moins d'un an pour décrire la maladie, découvrir le virus causal et disposer d'un test. Un record quand on pense que, pour la tuberculose, l'hypothèse microbienne a été faite en 1850, le bacille découvert en 1880 et les mesures prophylactiques mises en place en 1920.

Malheureusement, si le diagnostic est aujourd'hui facile, la prévention par les préservatifs reste le seul moyen de limiter l'épidémie. Un moyen très difficile à mettre en œuvre dans le tiers monde où un désastre se prépare. Selon l'OMS, le monde comptait, en 1993, 14 millions de personnes contaminées. L'Afrique est le continent le plus touché avec 8 M de cas (2,5 M cinq ans avant). Suivent 2 à 3 M en Asie, 1 M en Amérique du sud, 1 M en Europe. Si rien de nouveau ne se produit, en l'an 2000 on comptera 40 M de séropositifs et plus de 10 M de cas de sida déclarés.

Où en est la prévention ?

En France, à l'encontre de ce qui se passe sur le plan mondial, la connaissance des modes de transmission de la maladie est aujourd'hui très bien diffusée, ce qui a entraîné des modifications de comportements. Mais la difficulté c'est qu'il s'agit de gérer un risque dans une situation de plaisir. Dans le mode de contamination, c'est le plaisir qui est un jeu. Jusqu'à présent, on n'a parlé que du risque. Or on n'est pas crédible quand on n'arrive pas à dire que le sexe, c'est du plaisir. Que la drogue c'est aussi du plaisir. Le plaisir est une réalité, tandis que le risque est une projection. Et ce qu'on vit, c'est la réalité. Il faut donc lutter contre les préjugés qui restent le principal frein au contrôle de cette épidémie et à son traitement.

Tout le monde peut-il accéder aux soins ?

Un traitement ne se résume pas à des comprimés ou à des perfusions. C'est une attitude thérapeutique globale du corps médical, mais aussi de l'ensemble de la société, vis-à-vis de l'individu atteint. On peut avoir les traitements les plus efficaces, s'il n'y a pas l'argent pour y accéder, ces traitements ne servent à rien. Et c'est le cas dans la plupart des pays du tiers-monde. Pour que quelqu'un se soigne, il faut qu'il sache qu'il est malade et donc qu'il fasse le dépistage. Or les personnes à risque ne le font pas toujours, car elles redoutent d'être confrontées à la réalité. Dure réalité ! D'un côté, tout le monde dit qu'il n'y a pas de traitement. Donc aucun bénéfice. Et de l'autre, beaucoup d'inconvénients : problèmes au travail, avec la famille, avec l'assurance et l'impossibilité d'emprunter. Donc le principal obstacle au traitement, aujourd'hui, c'est le regard que la société porte sur ces malades.

Où en est le traitement ?

On n'a pas la guérison, c'est vrai. Mais on peut maintenant traiter les infections qui compliquent cette maladie, et même les prévenir. D'autre part, on sait que si l'on donne un traitement qui arrête la multiplication du virus, cela influe favorablement sur le cours de la maladie. Depuis 91-92, on travaille sur l'hypothèse que le virus échappe par des résistances. Il s'agit d'un virus imparfait qui tire toute sa force de cette imperfection. De plus, il s'introduit dans le gène de la cellule qu'il infecte et en fait alors partie intégrante. Il faut donc intervenir directement sur le gène et on ne sait pas encore le faire.

Quels sont les principaux problèmes éthiques posés par le sida ?

Le principal problème reste le rejet que ressent chaque patient de la part de la société. L'une des catégories sociales les plus touchées par cette maladie, est ce qu'on appelle le milieu des arts, spectacles et communication. On peut considérer que, dans ce milieu, une personne sur dix, au moins, est concernée par le VIH en France. Il est absolument affligeant de voir comment sont traités ceux qui sont touchés. Au mieux c'est le silence et au pire la marginalisation, voire l'exclusion. Même les plus connus perdent leur identité sociale très rapidement et ne trouvent plus de travail.

Dans cette spécialité, on voit souvent mourir ses malades, ce doit être dur...

Infectiologue, j'avais une spécialité très enthousiasmante, où l'on guérissait les malades. Ici, ce n'est plus tout à fait le cas et j'ai pris conscience que lutter contre la mort n'était pas un objectif raisonnable. Parce que c'est toujours la mort qui gagne. Et qu'il vaut beaucoup mieux lutter pour la vie. La mort n'est frustrante pour le médecin que si l'on n'a pas tout mis en œuvre pour que la meilleure vie possible dure le plus longtemps possible. J'ai changé de combat : je ne combats plus contre la mort, je combats pour la vie.

Propos recueillis par Claude Polak

Cinéma

"LE BONHEUR EST DANS LE PRÉ". Une satire moins caricaturale et plus tendre que "La vie est un long fleuve tranquille", du même réalisateur. Dans cette comédie très drôle, Etienne Chatiliez a su éviter les lourdeurs du vaudeville. Et pourtant on était en terrain glissant. Après une émission du genre "Perdu de vue", un chef d'entreprise aux abois, spécialisé dans le balai et la lunette de WC, prend l'identité d'un sosie disparu 28 ans auparavant et découvre le bonheur à la campagne. Un rôle qui va comme un gant à Michel Serrault. Quant à Eddy Mitchell, le joyeux compère au grand cœur, et à Sabine Azéma, l'épouse insupportable, ils sont irrésistibles. A ne pas manquer.

Télé Médias — Le grotesque et l'intolérable

Ce n'est pas du gouvernement Juppé que nous parlons, mais de notre oubli de fêter un anniversaire jubilant. Les bougies médiatiques se sont peu allumées pour un "vingtenaire" à pavoiser. Sauf chez Arte. Par son titre ("le défi espagnol"), une émission analysait 20 ans de démocratie retrouvée en Espagne avec, en filigrane l'"Evénement" : les 20 ans de la mort de Franco. Ce docu sur "Francisco Franco Bahamonde" racontait ce qu'il ne faut pas oublier, que ce dictateur à la voix aussi minuscule que la taille, cruel, hypocrite, ridicule, dévot et machiavélique fut le génocideur et le culturocideur d'une moitié de l'Espagne, la bonne. Soutenu par Hitler, Mussolini, le Vatican et Washington pendant 40 ans...

Comment ce fut possible, c'est ce qu'Yvon Gérault nous rappelle dans son documentaire entrelardé de témoignages d'ex-ministres et fidèles les larmes aux yeux, qui nous font le coup de "cet homme si bon", façon Hitler caressant des gosses. On en apprend des cocasses... Il avait écrit un film mélo, pseudo-bio grotesque, interprété par sa femme, dont le titre est un programme : "l'esprit d'une race". Et un autre où il paraît avec une curieuse face de traître et où jouaient ses séides, dont son maître à penser, auteur de "Vive la mort" (la formule complète est "A bas l'intelligence, vive la mort !"). Le 14 avril 31, l'avènement de la République, "le Mai", l'atterre. Tout part de là. Quand en 34 la droite arrive au pouvoir, c'est la grève générale, ce qui nous rappelle quelque chose. Soulèvement des Asturies que Franco réprime : 1 500 morts, prélude à la guerre civile. Le front populaire de 36, comme chez nous, déclenche son coup d'État, tout de suite soutenu par Hitler et Mussolini. Sa "reconquête", avec ses légions d'Afrique, à coups de célèbres massacres de républicains, il l'aurait nommée "croisade" s'il n'avait enrôlé tant de musulmans. Il a des pudeurs. La République écrasée, il devient "le sauveur de l'Espagne", ses phalanges et des foules subjuguées le saluent le bras levé à la mode du temps, il est le "caudillo". Franco ne devait pas lire Ignace de Loyola pour qui "caudillo" désigne l'antechrist. Pie XII lui télégraphie : "Nous nous réjouissons de la victoire tant espérée de l'Espagne catholique". Il a sa devise, inspirée par Berlin : "Une patrie, un État, un chef". Après la guerre, ses alliés Adolf et Benito l'ayant prématurément quitté, et comme on ne lui dit rien, il se fait encore plus petit, accueille le plan Marshall et Ike. L'Amérique pardonnant, le monde pardonne. Il peut poursuivre sa dictature intolérable qui assassine le pays. Un commentateur note : "il a fallu 100 ans à la classe ouvrière pour sortir de l'analphabétisation et avoir intellectuels et syndicats. Franco a tout laminé. Voilà pourquoi il a duré 40 ans". "Sans l'aide de l'Eglise et des Américains, il n'aurait pas tenu après 1945 !" dit l'écrivain Vasquez Montaldon. On parle de le béatifier et de le faire roi. Mais il a son idée pour rétablir la monarchie : le petit Juan Carlo y Borbon qu'il couve pour sa succession. Vient enfin le 10 novembre 1975 et sa mort. Or le roi Juan Carlos, sitôt couronné, annonce, l'ingrat, une monarchie parlementaire. Et ce sera le difficile accouchement de la "transition démocratique", ce "défi espagnol" et le socialisme au pouvoir qui doit faire se retourner le Caudillo dans sa tombe. Il n'y a pas eu de Nuremberg pour Franco. Ni pour Pinochet, toujours chef des armées chiliennes. C'est une morale historique : il faut toujours massacrer avec l'accord tacite de l'Eglise et de l'Amérique.

Jean Vermorel

A VOIR AUSSI

Dimanche 24 **La "5"**-17h	■ "LE SENS DE L'HISTOIRE": Archives intéressantes sur "Pie XII", pape plus controversé que Jean-Paul II : antijudaïsme, anticommunisme.
FR3-0h35	■ "TEX AVERY" : Presque 3 heures du plus délirant des cartoonistes. 21 films pour une nuit de Noël désopilante. Inaugure la "Semaine" du génial Tex.
Lundi 25 **La "5"**-14h35	■ "LE SILENCE EST D'OR": Le René Clair est à revoir. Chevalier et l'apologie émue du muet. Notez que la "5" diffuse des classiques tous ces jours de vacances.
M6-20h45	■ "ALAMO" : Décrié à sa sortie, c'est pourtant une fresque héroïque "épinaliste" avec force morceaux d'anthologie westernienne signée John Wayne, mais réalisée en partie par John Ford. Pour tous, comme on dit à M6.
Mardi 26 **La "5"**-14h35	■ "LES ENFANTS DU PARADIS": Les plus grands créateurs et acteurs de l'époque (42) réunis pour le long et mythique chef-d'œuvre de Prévert-Carné. Quand Arletty s'appelait Garance.
Mercredi 27 **M6**-0h35 à 6 h	"NUIT GAINSBOURG" : Ces fêtes, c'est la mode des "nuits". Une intégrale pour fans de Gainsbarre.
Jeudi 28 **La "5"**-14h35	■ "LE ROMAN D'UN TRICHEUR": Eblouissant raconteur immoral que Guitry. Avec Moreno. Un régal pour l'esprit.
Arte 20h40 à 0h30.	■ "ENCORE LES BEATLES ?": Théma qui trouve encore à dire sur nos phénomènes des sixties, pour les rares qui n'en savent pas assez. Nostalgie, yeah !
Vendredi29 **Arte**-23h05	■ "LA COMTESSE AUX PIEDS NUS"de Mankiewicz. Le classique aux flashbacks. Conte noir d'une cendrillon morte hollywoodienne. Satire, chef-d'œuvre, Ava et Bogie.
Dimanche 31 **La "5"**-17h	■ "LE SENS DE L'HISTOIRE". Martin Luther King. L'exemplaire combat politique du Nobel assassiné.
Arte-20h40	■ "L'OPÉRETTE" : Un "théma" pour finir légèrement l'année. Il faut aimer : "La valse de Paris" (Achard-Y. Printemps) et "Andalousie" si kitch que c'en est troublant (Mariano, bien sûr). Et bonne année !

"LE CONTE DES TROIS DIAMANTS". Film palestinien de Michel Khleifi. A Gaza, à mi-chemin entre fable et documentaire, l'histoire d'un enfant de l'intifada.

CINÉMÉMOIRE 95. Pour le centenaire du cinéma, la Cinémathèque française propose un gigantesque panorama de la production des origines aux années 60. De nombreux films restaurés seront projetés à la Cité de la Musique, à l'American Center, à la BN, à la Sorbonne, au Louvre, dans plusieurs centres culturels étrangers et dans de nombreuses villes de province. La manifestation culminera avec la présentation d'"Intolérance", le 28 décembre, au Zénith. Le film de Griffith sera accompagné en direct par une musique contemporaine interprétée par l'Orchestre national d'Ile-de-France. Rens. : 45 63 07 83.

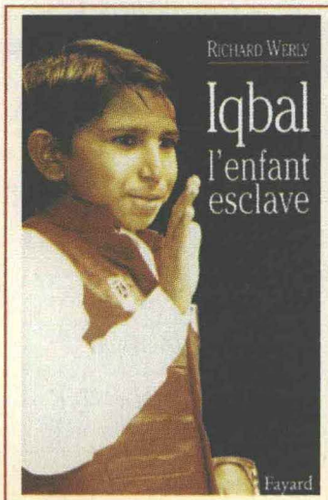
C.P

♥ C.3.3. PLUS.
La pièce de Badinter dont nous vous avons rendu compte, sur les procès et les prisons d'Oscar Wilde (comment on brise un artiste contestataire), a eu plus de succès qu'on escomptait. Elle est très prisée par la jeunesse qui y voit le procès de l'injustice.
Le théâtre de la Colline et Lavelli en ont prolongé les représentations.
jusqu'au 24 décembre.
Tél : 44 62 52 52.

Voyez aussi pour les fêtes :
"ART"
de Yasmina Réza
(Comédie des Champs-Elysées).
Le corrosif
"LES AFFAIRES
SONT LES AFFAIRES" de Mirbeau
(Palais-Royal),
"LA CONTROVERSE
DE VALLADOLID"
sur l'acceptation
de la différence au 15è siècle
de J.C. Carrière (Cartoucherie)
et le clownesque
"QUISAITOUT ET GROBÊTA"
de Colline Serreau.
(Porte St-Martin).

♠ LES HLM DE NANCY ANTI-PARABOLES
Il y avait déjà
les maires anti-paraboles
dans les immeubles musulmans
pour cause de risque
de propagande intégriste.
Aujourd'hui, ce sont les HLM
de Nancy qui interdisent
les "soucoupes de balcon".
Le tribunal leur a donné raison
contre une cinquantaine
de familles maghrébines
en ordonnant le retrait
des soucoupes. Motif :
il aurait fallu demander
l'autorisation avant.
C'est aussi un épisode
de la guerre câble-satellite
où l'on semble privilégier
le câble dont les possibilités
sont pourtant
infiniment moindres.

J. V.



Iqbal, l'enfant esclave

Richard Werly est journaliste. Alerté par les médias, il a mené au Pakistan une enquête approfondie sur la réalité de l'esclavage des enfants et sur l'histoire d'Iqbal, vendu à 4 ans, célèbre à 8 ans et assassiné à 12 ans.

Cette enquête est devenue un livre qui est à la fois une plongée dans un pays et dans une culture lointaine et aussi une investigation rigoureuse sur l'exploitation médiatique d'un petit garçon devenu héros malgré lui d'une cause qui en fait son otage : une leçon qui dépasse cette histoire particulière pour en faire un fait de société.

Iqbal, l'enfant esclave.
Fayard 120 F.

Ville d'Henin-Beaumont
(Pas-de-Calais)
26 500 habitants
.....recrute.....

Responsable
des relations publiques et de l'animation locale

MISSIONS :
- Conception et organisation de manifestations et autres actions de relations publiques.
- Contrôle du bon déroulement des manifestations (intendance, suivi de planning...)
- Organisation et suivi d'actions concourant à l'animation et à la promotion locale (foire commerciale, salon des antiquaires, etc.)
- Suivi des relations avec les villes jumelées.

PROFIL :
- Sens de l'organisation
- Diplomatie et aptitudes relationnelles
- Grande disponibilité
- Maîtrise budgétaire.

Recrutement statutaire dans les cadres d'emploi des Attachés ou Rédacteurs ou Contractuels.
Date limite de candidature :
29 décembre 1995.
Adressez une lettre manuscrite de motivation + CV et photo à
M. le Maire, Hôtel de Ville, BP 109
62252 HENIN-BEAUMONT CEDEX

SAN
MARNE LA VALLÉE VAL MAUBUÉE

Marne-la-Vallée
84 500 habitants
Seine-et-Marne
recrute

UN DIRECTEUR DE CABINET
(contractuel ou attaché territorial)

Collaborateur direct du Président, il assurera la direction de son cabinet.
Interlocuteur privilégié des élus, il sera chargé notamment du suivi de la communication.

PROFIL :
- **Formation supérieure (Bac + 3)**
- **Expérience collectivité territoriale**
- **Capacité de travail en équipe**
- **Sens du service public**

POSTE À POURVOIR IMMÉDIATEMENT

Candidature à envoyer à Daniel Vachez
Président du S.A.N du Val Maubuée
77207 MARNE-LA-VALLÉE CEDEX 1
Tél. : 60 37 24 01

Commune de Villepinte recherche

CHARGÉ(E) DE COMMUNICATION
Grade : Attaché(e) de presse contractuel(le)

- Chargé(e) de la communication globale interne et externe, de la rédaction des médias municipaux, des relations avec la presse et les élus, des relations publiques événementielles.
- Bonne culture générale, capacité de rédaction et de synthèse, sens du contact et des responsabilités, rigueur et grande disponibilité.
- Connaissance et expérience des collectivités locales appréciées.
- La maîtrise de l'outil informatique serait un "plus".

Envoyer lettre de motivation + CV + photo à :

Cabinet de Monsieur le Maire Mairie de Villepinte (93420)

Conseil Général de la Haute-Vienne
RECRUTE PAR VOIE CONTRACTUELLE

UN COORDINATEUR "SÉCURITÉ DES CHANTIERS"

MISSIONS : Placé sous l'autorité du Directeur de l'Aménagement du Département, cet agent sera chargé :
- de mettre en oeuvre l'ensemble du dispositif de coordination "sécurité/santé" des chantiers de bâtiment ou de génie civil conformément à la loi n° 93-1418 du 31 Décembre 1993.
- d'assurer directement certaines missions de coordination "sécurité/santé".

PROFIL REQUIS :
- Expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans le B.T.P
- Formation supérieure technique spécialisée (ingénieur en hygiène et sécurité notamment), constituerait un plus
- Bonnes connaissances juridiques

Les candidatures, accompagnées d'un curriculum-vitae et d'une lettre de motivation, doivent être adressées à Monsieur le Président du Conseil Général de la Haute-Vienne D.F.R.H - Service "Personnel- Formation" 39, avenue de la Libération 87031 LIMOGES CEDEX, avant le **29 Décembre 1995.**

VOUS VOULEZ ANNONCER

LE RELIEVE

Contactez Franck Accart
45 56 79 03

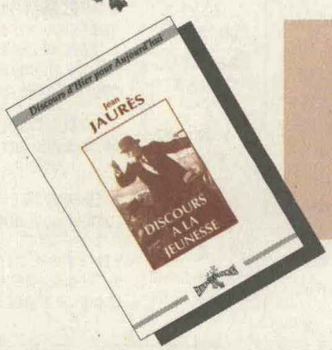
Vendredi

POUR RÉSERVER VOTRE ANNONCE
DANS LE NUMÉRO
du 12 Janvier

vous pourrez contacter Franck Accart au
45 56 79 03
dès le 3 Janvier.
ou bien **FAXER** vos réservations d'espaces publicitaires au
16 (1) 45 51 47 03

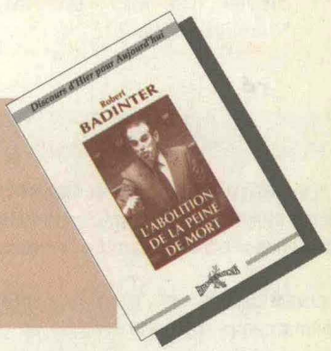
EDITIONS DE MATIGNON

DISCOURS D'HIER POUR AUJOURD'HUI



« Discours à la jeunesse»
«Le courage c'est d'aimer la vie et de regarder la mort d'un regard tranquille ; c'est aller à l'idéal et de comprendre le réel...».
JEAN JAURÈS.

« L'abolition de la peine de mort»
«Parce qu'aucun homme n'est totalement responsable, parce qu'aucune justice ne peut être absolument infaillible, la peine de mort est moralement inacceptable».
ROBERT BADINTER.



BON DE COMMANDE

☐ *J. JAURES* - *Quantité* ☐ x 30,00 F Franco de port

☐ *R. BADINTER* - *Quantité* ☐ x 30,00 F Franco de port

NOM : ..... **Prénom :** .....

Adresse : .....

A retourner avec votre règlement à : ***EDITIONS DE MATIGNON***
1, rue Docteur Jobert - 22550 MATIGNON - Tél. : 96.41.22.70 - Fax : 96.41.22.70

12 mesures pour vitaliser la Nièvre

Mesure 1 :

Faire évoluer le circuit de Magny-Cours pour garder le Grand prix de Formule 1 et permettre une diversification des activités autour du stade automobile.

Mesure 2 :

Création de dessertes complémentaires pour améliorer l'accès aux zones de développement économique.

Mesure 3 :

Création du Forum.

Mesure 4 :

Création de l'Agence du Développement et d'Animation de la Nièvre Economique (A.D.A.N.E)

Mesure 5 :

Soutien au développement des entreprises locales en cohérence avec le dispositif régional.

Mesure 6 :

Développer la formation et soutenir l'activité dans l'artisanat du bâtiment.

Mesure 7 :

Favoriser la réhabilitation de logements en milieu rural et permettre aux jeunes de s'y installer.

Mesure 8 :

Créer, avec et pour les jeunes, un lieu d'accueil par canton.

Mesure 9 :

Création d'un Conseil Général des jeunes.

Mesure 10 :

Organisation annuelle d'un "Forum de la jeunesse".

Mesure 11 :

Création d'un fonds de soutien aux projets des jeunes comportant une contrepartie humanitaire ou sociale.

Mesure 12 :

Mise en place d'une cellule mobile de conseil et d'appui en milieu rural pour les initiatives et projets des jeunes.

NIÈVRE
ESPACE DE VITALITÉ

Fondation Jean-Jaurès

2 nouvelles structures pour 6 nouveaux programmes

ADANE 58

AGENCE DE DEVELOPPEMENT
ET D'ANIMATION
DE LA NIÈVRE ÉCONOMIQUE
TÉL. : 86 71 91 91

L'Agence pour le Développement et l'Animation de la Nièvre Économique.

Sa mission:

- **Participer à la préparation et à l'accueil de nouvelles activités sur le territoire du département.**

- Développer un appui efficace aux structures de développement local œuvrant notamment dans le milieu rural.

- Contribuer à une meilleure connaissance du tissu économique local et valoriser toutes les possibilités offertes par les interventions de l'Union européenne.

LE FORUM DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA NIÈVRE.

Une cellule de dialogue, d'échange et de réflexion.

1. **L'aménagement des zones d'activités.**
2. **L'aide à la réhabilitation de bâtiments à usage industriel, artisanal et tertiaire.**
3. **L'aide au commerce et à l'artisanat en milieu rural.**
4. **L'aide au commerce ambulant en milieu rural.**
5. **L'aide à l'artisanat.**
6. **L'aide au conseil.**

7,8 millions de francs sont affectés à ces 6 programmes pour l'année 1995.

Toute information sur le 3614 Nièvre.

NIÈVRE
ESPACE DE VITALITÉ

CONSEIL GÉNÉRAL

collection Jean Jaurès